

# RAPPORT ANNUEL 2025

GROUPE  
CRÉDIT MUTUEL OCÉAN

DIRECTION  
GÉNÉRALE

**Jean-Pierre MORIN**  
Directeur Général

**Patrick JEAN**  
Directeur Général Adjoint et  
Directeur des Opérations

**Sébastien BAUDELET**  
Directeur Général Adjoint et  
Directeur des Réseaux

MEMBRES  
DU COMITÉ  
DE DIRECTION

**David BARROU**  
Directeur de la Transformation

**Pierrick CHAROT**  
Directeur des Entreprises  
et du Dirigeant

**James CHENOIR**  
Directeur des Relations Humaines

**Sophie FRIOT**  
Directrice Financière

**Christelle MAGIS**  
Directrice des Risques, de la Conformité  
et du Contrôle Permanent

CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
DE LA FÉDÉRATION

**MARTINE GAILLOU**  
Présidente fédérale

**ROBERT JEANNEAU**  
Vice-Président et Président de secteur

**PHILIPPE ALBERT**  
Président CMO Agri au Conseil  
d'administration de la Fédération

**JEAN-MARC FOUQUET**  
Administrateur, Président de secteur

**MARIE-CLAUDE JOLIVET**  
Administratrice, Présidente de secteur

**DOMINIQUE PRIOUZEAU**  
Administratrice, Présidente de secteur

**JACQUES RUCHAUD**  
Administrateur, Président de secteur

**JEAN-LOUIS TERRADE**  
Administrateur, Président de secteur

**TEDDY VEZIN**  
Administrateur, Président de secteur

Christian BARREAU  
Philippe BAUCHET  
Yves BATY  
Hervé BENOTEAU  
Anne BESSIÈRE  
Stéphane CORNUAUD  
Laurent COTTENCEAU  
Patricia COUTAND RAPIN

Sylvie DEZAFIT  
Pauline DOMINICY  
Vincent LACHAL  
Bruno LE CAER  
Catherine LE MER  
Laurence PETIT  
Hélène LUSSAULT  
Laurence PETIT

Romain TEVELS  
Michel THIBAUD  
Pascal TINGAUD  
Arnaud TROTTIER  
Jean-Charles VASSEUR  
Caroline VIGNERON

CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
DE LA CAISSE  
FÉDÉRALE

**MARTINE GAILLOU**  
Présidente fédérale

Philippe BAUCHET  
Hervé BENOTEAU  
Anne BESSIERE  
Olivier CONOT  
Laurent COTTENCEAU

**ROBERT JEANNEAU**  
Vice-Président

Valérie FABRE  
Claire GRUDE-DELAROUX  
Christine MOUNIER  
Laurence PETIT  
Jean-Louis TERRADE

Romain TEVELS  
Teddy VEZIN  
Johann TANEUR  
Jérémy MABIT



## BILAN FINANCIER 2025 : LA RÉSILIENCE D'UN MODÈLE VERTUEUX BASÉ SUR L'INTERMÉDIATION ET L'ÉQUIPEMENT CLIENT DANS UN CONTEXTE DE TAUX FAVORABLE.



L'économie mondiale a connu **une phase de normalisation progressive en 2025**, malgré des incertitudes géopolitiques et une fragmentation accrue des échanges internationaux.

La Banque Centrale Européenne a poursuivi son **cycle d'assouplissement démarré en 2024**, face à une inflation maîtrisée et aux risques commerciaux.

L'inflation a ainsi terminé l'année à un bas niveau, **préservant le pouvoir d'achat mais reflétant aussi la faiblesse de la demande intérieure**. Le marché du travail a montré des signes de stabilisation, avec un ralentissement des créations d'emplois et une montée des incertitudes dans certains secteurs. Le taux d'épargne des ménages français est resté élevé, traduisant un comportement de précaution face aux incertitudes économiques, financières et politiques. Les taux d'intérêt appliqués aux crédits aux ménages et aux entreprises se sont stabilisés permettant de retrouver une dynamique, sur l'accès au crédit habitat pour les primo-accédants et aux financements des entreprises.

**Le marché immobilier résidentiel a ainsi connu une phase de reprise**, avec un volume de transactions redressé mais encore en dessous des niveaux records des années précédentes. Les prix immobiliers se sont stabilisés, tandis que l'investissement locatif a été affaibli par la hausse des coûts de financement et les incertitudes réglementaires.

**Dans ce contexte, la marge d'intermédiation du Crédit Mutuel Océan s'est redressée pour retrouver le niveau d'avant la période de grande inflation de 2022 à 2024.**

Fidèle à ses valeurs et à sa raison d'être « **s'engager durablement à vos côtés** », le Crédit Mutuel Océan a continué de soutenir l'ensemble de l'économie de son territoire en répondant favorablement aux sollicitations de ses clients et des différents acteurs économiques du territoire.

Il a profité de cette dynamique pour **poursuivre le développement de sa proactivité** et renforcer son taux de contact et son taux d'équipement. Par ailleurs, et conformément aux valeurs qu'il incarne, le Crédit Mutuel Océan s'inscrit dans une gestion saine et prudente qui se traduit par un coût du risque et des frais généraux maîtrisés.

Cela lui a permis d'**afficher en 2025 un très bon résultat de 64 M€**, essentiellement affecté aux fonds propres, lui permettant de renforcer sa solidité financière et d'afficher **un ratio de solvabilité supérieur à 34 %**.

Outre les très bons résultats financiers, **plus de 28 000 nouveaux clients ont rejoint le Crédit Mutuel Océan en 2025** ; ils ont choisi la solidarité et les intérêts du territoire avant tout.

**Le mutualisme ne vit pas seulement au travers des actions portées par l'entreprise, il se vit également au travers d'une gestion financière et d'un développement économique responsables.**

## UNE SOLIDITÉ FINANCIÈRE RENFORCÉE ET UNE FORTE CAPACITÉ DE RÉSILIENCE

**193,7 millions d'€**  
DE FRAIS GÉNÉRAUX

**293,4 millions d'€**  
de PNB

=

**66 %**  
DE COEFFICIENT  
D'EXPLOITATION

> Le coefficient d'exploitation respecte les objectifs fixés par le groupe, prouvant ainsi la bonne gestion des comptes de résultats de l'entreprise.

**64**  
millions d'€  
DE RÉSULTAT  
NET



FONDS  
PROPRES  
**1 612**  
millions d'€



**RATIO DE SOLVABILITÉ**

> Ce bon résultat permet de renforcer notre solidité financière avec des capitaux propres qui progressent de 64 millions d'euros. Le ratio de solvabilité reste très au-dessus des exigences réglementaires actuellement de **13,75 %**.

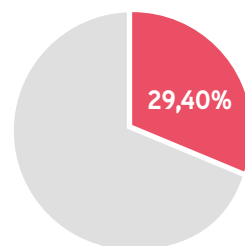
# L'ACTIVITÉ 2025 : ANNÉE DE FORT DÉVELOPPEMENT ET DE CONQUÊTE



## CRÉDITS .....

**16,6** MILLIARDS D'€  
**+1,3%**  
D'ENCOURS DE CRÉDIT

**2,7** MILLIARDS D'€  
DE PRODUCTION  
DE CRÉDITS



Parts de  
marché crédits

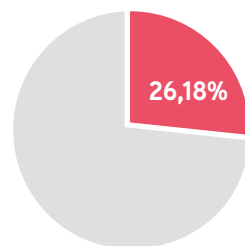


Le contexte de taux favorable a permis de soutenir les projets de nos sociétaires avec une production de crédits dynamique sur le marché de l'habitat et de l'investissement.



## ÉPARGNE .....

**22,2** MILLIARDS D'€  
**+3,1%**  
D'ENCOURS D'ÉPARGNE



Parts de marché  
épargne bancaire



La baisse des taux réglementés a eu un effet notable sur la collecte en assurance-vie et en compte à terme.



## ÉQUIPEMENT DES CLIENTS .....

TAUX D'ÉQUIPEMENT

**7,77** ↗

PRODUITS ET SERVICES DÉTENUS  
EN MOYENNE PAR CLIENT

**1 067 233**

DE CONTRATS ASSURANCES  
DE RISQUES



Depuis plus de 50 ans, le Crédit Mutuel assure ses clients au rythme de leurs projets : auto, habitation, santé, prévoyance...

## ACTIVITÉ 2025



### LES CLIENTS AU RENDEZ-VOUS...



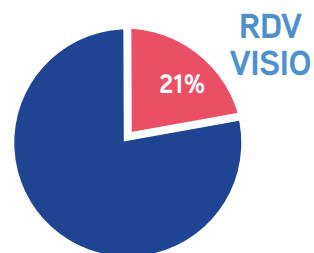
**28 575**

**NOUVEAUX CLIENTS**

Soit 665 455 clients au total

**320 921**

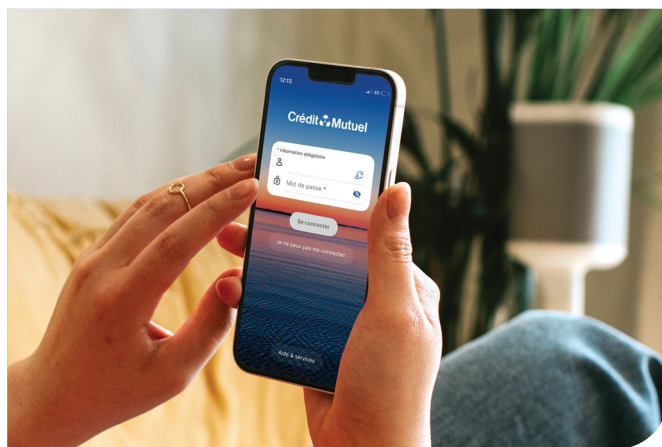
**RENDEZ-VOUS  
RÉALISÉS**



La conquête de nouveaux clients traduit la performance du Crédit Mutuel Océan à répondre aux attentes de son territoire.



**125 MILLIONS**  
**DE CONNEXIONS ANNUELLES**  
SUR LE SITE INTERNET  
OU L'APPLICATION MOBILE



Évolution de la numérisation, avec notamment l'augmentation des signatures électroniques et des rendez-vous vidéo.

# GLOSSAIRE

---

**Coefficient d'exploitation :** il traduit la capacité et la rentabilité de la banque pour «payer ses frais généraux» grâce à son activité. Il se calcule de la façon suivante :  $\text{Frais Généraux} / \text{PNB}$ .

**Coût du risque avéré :** dotations aux provisions nettes sur actifs dépréciés (créances douteuses).

**Coût du risque non avéré :** instauré par la norme IFRS 9, qui impose un nouveau modèle de dépréciation fondé sur le principe du provisionnement de tout ou partie des pertes attendues, c'est-à-dire un provisionnement statistique dès l'octroi du crédit.

**Encours (d'épargne ou de crédit) :** ensemble des biens qui sont en cours de production et qui font partie du stock.

**Frais généraux :** les frais généraux sont les coûts engagés par une entreprise dans le cadre de ses activités quotidiennes.

**Parts de marché :** pourcentage des encours (d'épargne ou de crédit) détenus par une entreprise au regard du total des encours détenus sur le marché.

**Produit net bancaire (PNB) :** le produit net bancaire désigne la valeur ajoutée créée par l'activité de la banque. Cet indice se définit comme la marge financière plus les commissions.

**Ratio de solvabilité :** le ratio de solvabilité permet d'évaluer l'adéquation des fonds propres de la banque face aux risques pondérés.

**Résultat net :** le résultat net est la différence entre les produits et les charges d'une entreprise.

**Taux d'équipement :** nombre de produits en stock par rapport au nombre de comptes. Nombre moyen de produits détenus par les clients.







# ÉTATS FINANCIERS 2025

## COMPTES CONSOLIDÉS

---



# Crédit Mutuel Océan

---

**RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS IFRS DE L'EXERCICE 2025**

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 20 MAI 2026**

31 DECEMBRE 2025

Le Groupe Crédit Mutuel Océan fait partie de l'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel qui établit ses comptes consolidés en normes IFRS. Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2022-01 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Dans le respect des conditions prévues à l'article 10 de la CRR (règle UE n°575/2013), le Groupe Crédit Mutuel Océan s'exempte de rapport de durabilité en propre. Les publications sont intégrées dans le rapport consolidé du Groupe Crédit Mutuel publié par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

⟨ 1 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

⟨ 1.1 - Entité consolidante

L'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Océan est constituée de la Fédération du Crédit Mutuel Océan, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (CFCMO) et de l'ensemble des Caisses Locales à vocation générale affiliées à la Fédération du Crédit Mutuel Océan.

La consolidation intègre également les sociétés suivantes :

Filiales	% de contrôle	% d'intérêt	Méthode d'intégration	Activité exercée
Océan Participation	90%	90%	IG	Société de capital risque
SCI Merlet Immobilier	100%	100%	IG	Location d'immeubles
SCI Union Immobilière Océan	100%	100%	IG	Location d'immeubles
FCT Zéphyr Home Loans II	50%	50%	MEE	Fonds commun de titrisation

⟨ 2 - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

L'économie mondiale a connu une phase de normalisation progressive en 2025, malgré des incertitudes géopolitiques et une fragmentation accrue des échanges internationaux.

La Banque Centrale Européenne a poursuivi son cycle d'assouplissement face à une inflation maîtrisée et aux risques commerciaux. La Fed américaine est restée prudente en raison des droits de douane instaurés par l'administration Trump. Le taux moyen des droits de douane américains a atteint un niveau inédit depuis 90 ans.

En France, l'activité économique est restée atone, avec une croissance faible due à un climat d'incertitude politique et à la prudence des agents économiques. La consommation des ménages a progressé lentement, soutenue par le reflux de l'inflation, mais freinée par un comportement d'épargne marqué.

L'inflation a terminé l'année à un bas niveau, préservant le pouvoir d'achat mais reflétant aussi la faiblesse de la demande intérieure. Le marché du travail a montré des signes de stabilisation, avec un ralentissement des créations d'emplois et une montée des incertitudes dans certains secteurs. Le taux d'épargne des ménages français est resté élevé, traduisant un comportement de précaution face aux incertitudes économiques, financières et politiques. En début d'année, les flux d'épargne se sont orientés vers des supports liquides et peu risqués, comme les dépôts à vue et les livrets réglementés. En cours d'année, l'attractivité de ces placements a diminué, avec une légère réallocation vers des actifs plus risqués. Les taux d'intérêt appliqués aux crédits aux ménages et aux entreprises se sont stabilisés après plusieurs années de resserrement. La demande de crédit est restée modérée en raison de la prudence des ménages et des entreprises, notamment les PME. Le marché immobilier résidentiel a connu une phase d'ajustement, avec un volume de transactions redressé mais encore en dessous des niveaux records des années précédentes. Les prix immobiliers se sont stabilisés, tandis que l'investissement locatif a été affaibli par la hausse des coûts de financement et les incertitudes réglementaires.

La situation budgétaire française s'est aggravée, avec un déficit public atteignant 5.1 % du PIB et une dette publique à 115 % du PIB. La France a vu sa note abaissée par les agences de notation S&P et Fitch, reflétant la défiance croissante des investisseurs. Le taux d'emprunt français à 10 ans a dépassé les 3,60 %, rendant la France vulnérable avec plus de 54 % de sa dette détenue par des investisseurs étrangers.

La croissance mondiale est restée modérée et contrastée selon les zones géographiques. Aux États-Unis, la croissance a ralenti mais est demeurée soutenue par un marché du travail résilient. En Chine, l'activité a progressé à un rythme inférieur aux standards historiques, pénalisée par la crise du secteur immobilier. Les économies émergentes ont affiché des trajectoires hétérogènes, exposées à la volatilité des flux de capitaux. En Europe, la croissance est restée faible, freinée par une demande intérieure modérée et un environnement industriel contraint.

Sur les marchés financiers, l'année 2025 a été marquée par une volatilité élevée liée aux tensions commerciales et au virage protectionniste de l'administration Trump. Les classes d'actifs ont terminé l'année sur une bonne performance, sauf le secteur de l'énergie. Le prix de l'or a progressé de +60 %, tandis que le dollar américain a reculé de 10 % au premier semestre. L'industrie européenne de l'armement a connu une montée en puissance rapide, portée par la hausse des budgets de défense. Les marchés actions mondiaux ont connu des performances hétérogènes, avec une concentration des flux sur certaines valeurs technologiques. En France, la performance du CAC40 a souffert de l'instabilité politique, restant en retrait par rapport à d'autres indices européens. Les marchés obligataires ont retrouvé une place significative dans les portefeuilles, offrant une combinaison de liquidité et de rendement. Les marchés monétaires ont continué de jouer un rôle central dans les allocations d'actifs. Les marchés de l'énergie ont reculé sur l'ensemble de l'année, avec le pétrole terminant sous le seuil des 60 dollars.

## ⟨ 3 - EVENEMENTS IMPORTANTS

### ⟨ 3.1 - Faits marquants

L'exercice 2025 a également été marqué par les éléments suivants :



La marge financière affiche une progression soutenue de 38 %, passant de 90,7 M€ à fin 2024 à 125,4 M€ en 2025.

La baisse des taux réglementés, conjuguée à la diminution du coût de refinancement, a permis une contraction significative du coût des ressources. En parallèle, l'augmentation des encours de crédits, combinée à la répercussion progressive de la remontée des taux, a entraîné une amélioration des rendements, contribuant ainsi de manière déterminante à la forte augmentation de la marge financière.

Après une année 2024 marquée par une baisse de l'encours habitat, principalement liée à la conjoncture défavorable de taux, l'année 2025 enregistre une reprise notable. Cette dynamique positive est soutenue par un environnement de taux plus favorable et un regain de la demande. Il est à souligner que le dernier trimestre 2025 a été particulièrement dynamique, avec une progression de l'encours équivalente à celle cumulée sur les 3 premiers trimestres de l'année.

Les titres de participation stratégiques classés en OCI ont connu une appréciation significative, générant une plus-value latente additionnelle nette d'impôt de +43 M€. Cette évolution résulte essentiellement de la revalorisation des ACM +24 M€ et de la BFCM +18 M€.

Le coût du risque est maîtrisé à 16,4 M€, intégrant un risque avéré de 24,7 M€, partiellement compensé par des reprises de provisions statistiques et manuelles à hauteur de 8,3 M€.

A noter que le taux de couverture global du bilan s'établit à 1,50 % contre 1,47 % en 2024, traduisant le maintien d'un niveau de provisionnement prudent.

L'exercice 2025 a été marqué par l'entrée en vigueur, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, du règlement européen CRR3, transposant les réformes finales de Bâle III. Pour le groupe, ces évolutions se traduisent par une diminution des actifs pondérés par les risques (RWA) sur l'exercice, contribuant à l'amélioration du ratio de solvabilité, qui s'établit à 34 % au 31 décembre 2025.

### ⟨ 3.2 - Événements importants postérieurs à la clôture et activités en matière de recherche et développement

Le Groupe Crédit Mutuel Océan est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés à la guerre israélo-américaine contre l'Iran, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace d'une stagflation et de resserrement monétaire.

Dans ce contexte, le Groupe suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Il possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement.

Le Groupe conserve sa politique de provisionnement prudente. Il tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits.

La persistance des tensions sur les marchés financiers pourrait entraîner une moindre valorisation de ses portefeuilles d'instruments financiers (obligations, actions et dérivés).

Chaque épreuve traversée nous renvoie à nos fondamentaux stratégiques :

- Notre raison d'être : *S'engager durablement à vos côtés*
- Et nos valeurs : *L'Humain, la Confiance et la Responsabilité.*

Enfin, la solidité financière du Groupe Crédit Mutuel Océan lui permet en effet de faire face à cette situation de crise inédite, grâce au niveau de ses fonds propres et des ratios qui en découlent, avec au 31 décembre 2025 :

- Ratio de solvabilité global = 34,00% (exigence SREP : 12,75%) ;
- Ratio de levier = 8,40% (seuil d'alerte : 4%) ;
- Ratio de liquidité = 161,40% (seuil d'alerte : 112%).

Pour rappel, le buffer de liquidité était de 1 303 M€ à fin décembre.

Au niveau de l'activité de Recherche et Développement le Groupe n'est pas concerné.

## < 4 - ANALYSE DE L'ACTIVITE

### < 4.1 - L'épargne

En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
C/C clientèle créditeurs	4 071	3 980	91	2,3 %
Epargne réglementée	5 575	5 465	110	2,0 %
<i>Dont Livrets Bleus</i>	3 461	3 409	52	1,5 %
<i>Dont LEP</i>	901	879	23	2,6 %
<i>Dont LDD</i>	1 213	1 177	35	3,0 %
Livrets ordinaires	1 079	1 129	(51)	(4,5)%
Livrets jeunes	54	52	2	4,2 %
Epargne logement	2 175	2 210	(35)	(1,6)%
Plan d'épargne populaire	277	318	(40)	(12,6)%
Comptes à terme	2 014	1 758	256	14,5 %
Dettes rattachées et autres dettes clientèle	113	87	25	29,0 %
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>15 357</b>	<b>14 999</b>	<b>359</b>	<b>2,4 %</b>

La collecte de l'épargne bancaire et comptes courants créditeurs s'élève sur l'année à 359 M€.

A fin décembre, l'encours d'épargne bancaire atteint 15,3 Md€. Cela représente une hausse de 2,4% comparativement à 2024. Les évolutions sont contrastées selon les familles d'épargne.

Ainsi, les encours de comptes à terme ont progressé de 14,5% en 2025 et celui des livrets, de 1%.

A contrario, les encours d'épargne logement chutent de 1,6% sur l'année, mais la plus forte diminution réside sur les PEP avec -12,6%.

## < 4.2 - Les crédits

### < 4.2.1 - Production

L'année a été marquée par :

- Reprise de l'activité de crédits habitat : en 2025, l'activité de crédits habitat a connu une forte reprise avec 1,4 mds, soit une augmentation de 26 % par rapport à 2024. Les accords de crédit ont également augmenté de 61 %.
- Hausse des crédits d'investissement : les crédits d'investissement ont atteint 855 M€ de déblocage, marquant une hausse de 7 % par rapport à 2024.
- Faibles déblocages sur les crédits de fonctionnement : les déblocages de crédits de fonctionnement ont atteint 74 M€, soit une baisse de 18 % par rapport à 2024.

### < 4.2.2 - Encours

En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
Créances saines	16 193	16 004	188	1,2 %
C/C débiteurs	212	234	(22)	(9,5)%
Différés cartes	20	22	(2)	(10,3)%
Crédits consommation & renouvelables	635	637	(2)	(0,3)%
Crédits habitat	11 305	11 121	184	1,7 %
Crédits de fonctionnement et trésorerie	198	261	(63)	(24,0)%
Crédits investissement	3 823	3 729	94	2,5 %
Autres encours	0	0	(0)	(85,8)%
Créances déclassées (DTX CTX)	302	267	35	13,3 %
Dépôts de garantie versés (FRU / FGDR)	16	16	0	0,3 %
<b>Créances brutes</b>	<b>16 511</b>	<b>16 287</b>	<b>224</b>	<b>1,4 %</b>

En légère baisse en 2024 de 0,7%, l'encours des crédits est en reprise en 2025 avec une progression de 1,4% sur un encours total de 16,5 Mds€. La hausse de l'encours des crédits à l'habitat a eu un effet notable au regard de son poids sur l'ensemble (68,4%).

Le coefficient d'engagement a diminué pour atteindre 96,9 % à la fin décembre 2025, contre 97,7 % en 2024. Cette baisse s'explique par une progression de l'épargne supérieure à celle des encours de crédits

## < 4.3 - Assurance IARD et Services

Bancassureur, le Groupe Crédit Mutuel Océan réaffirme le caractère stratégique de l'IARD. Le portefeuille de contrats IARD au 31 décembre 2025 s'établit à 1 067 223 contrats, en augmentation de 2,14%.

Plus de 424 762 contrats Eurocompte Services ou Pro définissent les modalités de la relation avec autant de clients.



L'équipement en cartes bancaires poursuit sa progression avec un parc atteignant 520 595 cartes (+2%).

#### ⟨ 4.4 - Trésorerie

La gestion de la trésorerie comporte deux volets :

- Le refinancement de l'exploitation, y compris la gestion de la liquidité
- La gestion pour compte propre.

##### ⟨ 4.4.1 - Refinancement de l'exploitation

Pour le refinancement de l'exploitation, la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan recourt, pour le compte des Caisses, au marché, à la Caisse de Refinancement de l'Habitat (C.R.H.) et à la B.F.C.M, pour un montant global de 4 533 M€ au 31 décembre 2025 contre 4 448 M€ un an plus tôt.

Si la volonté du Groupe est de couvrir prioritairement ses besoins de capitaux par l'épargne bancaire de ses clients, le recours au marché, à la C.R.H et à la B.F.C.M résulte d'une part, de l'importance des crédits habitat, et d'autre part, de la structure des ressources nécessaires pour répondre aux exigences d'équilibre du bilan.

L'encours de refinancement auprès de la C.R.H. s'élève à 1 230 M€ au 31 décembre 2025 (contre 1 020 M€ au 31 décembre 2024).

##### ⟨ 4.4.2 - Portefeuille de liquidité

Le Groupe gère un portefeuille d'actifs liquides (au sens de la réglementation européenne (« High Quality Liquidity Asset »), d'un compte de surplus de liquidité et par le solde de ses comptes courants financiers.

Le portefeuille d'actifs liquides est dénommé HQLA et peut être constitué :

- D'investissements sur des titres éligibles au LCR en taux fixe, indexés ou taux variable. Les assets swaps sont autorisés dans le portefeuille.
- D'investissements sur des fonds éligibles au LCR.
- D'opérations de REPO (emprunt de titres éligibles via des pensions livrées).
- D'opérations d'échange de titres éligibles au LCR (REPO) contre des titres non éligibles détenus par la banque (ex : titres du FCT Zéphyr II – Reverse REPO).

A fin décembre 2025, le buffer de liquidité est de 1 303 M€ est composé principalement :

- Surplus de liquidité à la CCCM : 500 M€
- Titres d'Etat : 531 M€
- Autres titres HQLA : 240 M€
- Cash : 32 M€

##### ⟨ 4.4.3 - Gestion pour compte propre

Pour la gestion pour compte propre, centre de profit de la Caisse Fédérale, les principes de politique financière sont constamment maintenus :

- Liquidité des supports pour les portefeuilles court terme et moyen terme,
- Respect des seuils de gestion pour le portefeuille long terme (allocation d'actifs),
- Sélection rigoureuse des contreparties, en s'appuyant en particulier sur le dispositif national d'analyse des contreparties (IFC) et de la Charte des Activités Financières du CMO revue et validée annuellement par le Comité des Risques

Le portefeuille proprement dit de gestion pour compte propre atteint 145,4 M€ à la clôture, contre 152,4 M€ un an plus tôt.

Au global, au 31 décembre 2025, le portefeuille titres et dérivés de la Caisse Fédérale est ainsi réparti :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat (swaps valorisés, obligations et autres titres à revenu fixes) : 531 M€. Les plus-values latentes sur OPCVM s'élèvent à 33 M€ contre 29 M€ à fin 2024.
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres : 761 M€,
- actifs au coût amorti : 1 502 M€ (dont parts du FCT Zéphyr Home Loans II pour 1 400 M€)

## ⟨ 5 - ANALYSE DES RESULTATS

En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
Intérêts et produits assimilés	578,9	615,9	(37,0)	(6,0)%
Intérêts et charges assimilées	(453,5)	(525,2)	71,7	(13,6)%
<b>Marge financière</b>	<b>125,4</b>	<b>90,7</b>	<b>34,7</b>	<b>38,2 %</b>
Commissions (produits)	192,2	185,0	7,3	3,9 %
Commissions (charges)	(41,1)	(36,1)	(5,0)	14,0 %
<b>Commissions</b>	<b>151,1</b>	<b>148,9</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5 %</b>
Gains ou pertes nets sur portefeuille à la JV par résultat	7,0	11,5	(4,5)	(38,9)%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la JV OCI	12,2	40,3	(28,2)	(69,8)%
Gains ou pertes nets sur actifs financiers au coût amorti	-	-	-	
Produits & charges des autres activités	(2,3)	(2,1)	(0,2)	11,2 %
<b>PNB IFRS</b>	<b>293,4</b>	<b>289,4</b>	<b>4,0</b>	<b>1,4 %</b>
Charges générales d'exploitation	(185,0)	(180,4)	(4,7)	2,6 %
Dot/Rp sur Amort. et dépré. des immo. Corps et Incorps	(8,6)	(8,4)	(0,2)	2,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation IFRS</b>	<b>99,7</b>	<b>100,6</b>	<b>(0,9)</b>	<b>(0,9)%</b>
Coût du risque	(16,4)	(26,6)	10,2	(38,4)%
<b>Résultat d'exploitation IFRS</b>	<b>83,3</b>	<b>74,0</b>	<b>9,3</b>	<b>12,6 %</b>
QP dans le résultat net des entreprises MEE			-	
Gains ou pertes sur autres actifs	(0,2)	(0,1)	(0,0)	31,8 %
Variations de valeur des écarts d'acquisition			-	
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>83,1</b>	<b>73,8</b>	<b>9,3</b>	<b>12,6 %</b>
Impôts sur les bénéfices	(19,0)	(16,1)	(3,0)	18,5 %
<b>Résultat net IFRS</b>	<b>64,1</b>	<b>57,8</b>	<b>6,3</b>	<b>10,9 %</b>
Intérêts minoritaires	(0,0)	0,4	(0,4)	(111,7)%
<b>Résultat Net (part du Groupe)</b>	<b>64,1</b>	<b>57,4</b>	<b>6,7</b>	<b>11,7 %</b>

**Le PNB** s'établit à 293,4 M€ au 31/12/2025, contre 289,4 M€ en 2024, soit une progression de 1,4%. Cette évolution s'explique par la variation de ses principales composantes :

- **La marge financière** enregistre une hausse significative (+38 %, de 90,7 M€ en 2024 à 125,5 M€), Cette amélioration s'explique par la baisse du coût des ressources (taux réglementés et refinancement) et, en parallèle, par la croissance des encours de crédits et l'amélioration des rendements dans un environnement de taux plus favorable.
- **Les commissions nettes** s'établissent à 151,1 M€, en légère progression par rapport à 148,9 M€ en 2024 (+1,5 %) et représentent 51,5% du PNB, niveau identique à celui observé en 2024. Leur poids relativement stable traduit la solidité des activités de services bancaire et d'assurance.
- L'exercice 2025 est toutefois marqué par la non reconduction du dividende exceptionnel du GACM perçu en 2024 pour 28 M€, ce qui modère la progression globale du PNB.

**Le coefficient d'exploitation** se dégrade légèrement de 65,2 % en 2024 à 66 % en 2025 sous l'effet d'une hausse des frais généraux supérieure à celle du PNB.

La hausse des frais généraux est principalement liée aux frais de personnel (+4,6 M€) avec notamment l'impact de double abondement sur PEE. (L'abondement 2024 n'ayant pas été provisionné).

**Le RBE** marque un léger recul de 0,9 M€, impacté par l'évolution des frais généraux malgré la hausse du PNB.

**Le coût du risque** reste maîtrisé à 16,4 M€ en 2025, en baisse de 10 M€ par rapport à 2024 sous l'effet de reprises de provisions statistiques et de la baisse de l'overlay risque de modèle.

**Le résultat net part du Groupe** s'élève à 64 M€ en 2025, en hausse de 6,7 M€ par rapport à 2024 (+11,7%), porté par un RBE résilient et un cout du risque contenu.

**La rentabilité des actifs progresse de 0,24 % à 0,27 %** (résultat net/actif moyen), traduisant une meilleure utilisation des actifs.



## < 6 - STRUCTURE FINANCIERE

### < 6.1 - Analyse du bilan consolide

Actif - En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
Caisse, Banque centrale	32	34	(2)	(4,6)%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	531	391	140	35,8 %
Instruments dérivés de couverture	77	74	3	4,8 %
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	761	696	65	9,3 %
Titres au coût amorti	1 502	1 452	50	3,5 %
Prêts sur les établissements de crédit	4 766	4 664	102	2,2 %
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16 230	16 016	214	1,3 %
Ecart de réévaluation	28	64	(36)	(56,0)%
Actifs d'impôts courants	79	66	13	19,5 %
Actifs d'impôts différés	42	44	(2)	(3,9)%
Comptes de régularisation et actifs divers	177	212	(35)	(16,7)%
Immobilisations Corps. Incorps.	64	67	(3)	(4,1)%
<b>Total Actif</b>	<b>24 289</b>	<b>23 780</b>	<b>509</b>	<b>2,1 %</b>

Le bilan consolidé IFRS au 31 décembre 2025 montre une augmentation totale de 509 M€, passant de 23 780 M€ à 24 289 M€, soit une hausse de 2,1%. Les principales évolutions portent sur :

**Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat** ont augmenté de 140 M€, passant de 391 M€ à 531 M€. Cette hausse est principalement due à la souscription de titres publics et à l'achat de titres de la CDC.

**Les Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres** sont en hausse de 65 M€. Cette augmentation est principalement due à la réévaluation des titres de participation stratégiques comme la BFCM et les ACM. Ces variations sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global (OCI), affectant les capitaux propres. Notons également la création en 2025 d'Océan Foncière, détenue à 100% par CFCMO, pour un montant de 11,2 M€.

**Les Prêts sur les établissements de crédits** sont en hausse 102 M€, passant de 4 664 M€ à 4 766 M€. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des dépôts remontés à la CDC dans le cadre de la centralisation et à la hausse des comptes financiers.

**Les prêts et créances sur la clientèle au coût amorti** progressent de 214 M€, passant de 16 016 M€ à 16 230 M€. Cette augmentation est principalement due à la reprise des crédits habitat et des crédits d'investissement.

Passif - En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4	4	(0)	(5,3)%
Instruments dérivés de couverture	60	90	(30)	(33,4)%
Dettes envers les établissements de crédit	1 316	1 317	(2)	(0,1)%
Dettes envers la clientèle	16 757	16 399	359	2,2 %
Dettes représentées par un titre	3 557	3 508	49	1,4 %
Ecart de réévaluation	74	65	9	13,1 %
Passifs d'impôts courants	17	16	1	8,4 %
Passifs d'impôts différés	16	15	1	8,4 %
Comptes de régularisation et passifs divers	260	231	29	12,7 %
Provisions	43	49	(7)	(13,6)%
<b>Capitaux propres - Totaux</b>	<b>2 185</b>	<b>2 086</b>	<b>100</b>	<b>4,8 %</b>
<i>Capitaux propres - Part du Groupe</i>	<i>2 168</i>	<i>2 068</i>	<i>100</i>	<i>4,8 %</i>
<i>Capital et réserves liées</i>	<i>243</i>	<i>244</i>	<i>(1)</i>	<i>(0,2)%</i>
<i>Réserves consolidées</i>	<i>1 362</i>	<i>1 311</i>	<i>51</i>	<i>3,9 %</i>
<i>Résultat de l'exercice</i>	<i>64</i>	<i>57</i>	<i>7</i>	<i>11,7 %</i>
<i>Gains ou pertes latents ou différés</i>	<i>498</i>	<i>456</i>	<i>43</i>	<i>9,3 %</i>
<i>Intérêts minoritaires</i>	<i>18</i>	<i>18</i>	<i>(0)</i>	<i>(0,2)%</i>
<b>Total Passif</b>	<b>24 289</b>	<b>23 780</b>	<b>509</b>	<b>2,1 %</b>

Les dettes envers la clientèle augmentent de 359 M€ (+2,2 %), portées par la forte collecte sur les comptes à terme qui enregistrent une évolution de 14,5 % par rapport à 2024.

Les capitaux propres consolidés atteignent 2 185 M€, en progression de +4,8 %, sous l'effet du résultat de l'exercice (64 M€) et des gains latents comptabilisés en capitaux propres sur les titres classés en OCI (notamment ACM et BFCM), affichant une revalorisation nette de 43 M€ en 2025.

## 6.2 - Evolution des fonds propres et ratio de solvabilité

Le Crédit Mutuel Océan calcule le ratio de solvabilité sur la base des comptes consolidés établis en IFRS, selon le périmètre prudentiel. Les fonds propres comptables font l'objet de retraitement pour prendre en compte l'effet des filtres prudentiels qui ont pour vocation à réduire la volatilité des fonds propres induite par les normes internationales, via l'introduction de la juste valeur.

En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
<b>Fonds Propres prudentiels</b>	<b>1 612</b>	<b>1 548</b>	<b>64</b>	<b>4%</b>
Risque de crédit	4 214	4 624	-410	-9%
Risque de marché	0	0	0	0%
Risque de crédit sur dérivés (CVA)	28	24	3	13%
Risque opérationnel	500	454	46	10%
<b>Total Risques</b>	<b>4 742</b>	<b>5 103</b>	<b>-360</b>	<b>-7%</b>
<b>Ratio de solvabilité</b>	<b>34,00%</b>	<b>30,35%</b>	<b>3,65%</b>	<b>12%</b>

Au 31 décembre 2025, les fonds propres prudentiels atteignent 1 612 M€, en progression de 64 M€ par rapport à 2024 sous l'effet de l'intégration du résultat 2025.

Les actifs pondérés par les risques (RWA) ont en revanche diminué de 360 M€ sur 2025 pour atteindre 4 742 M€, notamment en raison de la mise en place du règlement CRR3 (Bâle IV) à compter de 03/2025. Ce nouveau règlement implique l'application de la méthode standard sur l'ensemble du portefeuille actions avec une pondération plus avantageuse de 250 % contre 370 % en 2024 avec la méthode IRB. Par ailleurs, application d'une nouvelle méthode de calcul du risque opérationnel.

## ⟨ 7 - GESTION DES RISQUES

### ⟨ 7.1 - Risque de crédit

L'application depuis le 01/01/2018 des nouvelles règles liées à la norme IFRS9 a entraîné des impacts :

- Sur le classement et l'évaluation des actifs financiers qui dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments. Les actifs sont désormais classés au coût amorti, en juste valeur par capitaux propres, en juste valeur par résultat.
- Sur les dépréciations qui s'appliquent à l'ensemble des instruments de dettes et aux engagements hors bilan.

Les dépréciations sont ainsi réparties en 3 catégories :

- Statut 1 : encours sains non dégradés,
- Statut 2 : encours sains dégradés,
- Statut 3 : encours douteux.

Une Probabilité de Défaut (PD) à 1 an (perte attendue à 12 mois) est utilisée pour le calcul des dépréciations de statut 1.

Pour le statut 2, on utilise une Probabilité de Défaut à terminaison de 1 à 10 ans (perte attendue à terminaison).

Pour le statut 3, une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un événement et susceptible de générer une perte.

La répartition des encours de créances bruts permettant de calculer les provisions selon les statuts 1, 2 ou 3 est reprise dans le tableau ci-dessous :

En M€		déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
<b>Créances brutes</b>		<b>16 511</b>	<b>16 287</b>	<b>224</b>	<b>1%</b>
<b>Encours</b>	Dont Créances déclassées - B3	302	267	35	13%
	Dont Encours sain bucket 1	14 864	14 673	192	1%
	Dont Encours sain bucket 2	1 247	1 281	(35)	-3%
	% Créances déclassées	1,83%	1,64%	0,19	pt
<b>Provisions</b>	Dépréciations créances déclassées - B3	(147)	(137)	(10)	7%
	Provisions sur Bucket 1	(32)	(44)	12	-28%
	Provisions sur Bucket 2 (yc sectorielle)	(68)	(57)	(11)	19%
<b>Total des dépréciations</b>		<b>(247)</b>	<b>(239)</b>	<b>(8)</b>	<b>3%</b>
<b>Taux de couverture</b>	Taux de couverture - provisions B3	48,54%	51,29%	(2,75) pts	
	Taux de couverture - provisions B1 (Prêts clientèle)	0,21%	0,30%	(0,09) pt	
	Taux de couverture - provisions B2 (Prêts clientèle)	5,46%	4,48%	0,98 pt	
	Taux de couverture global (Prêts clientèle)	1,50%	1,47%	0,03 pt	

Le taux de créances déclassées est en légère augmentation et atteint 1,83 %. Par ailleurs, le taux de couverture individuel (B3) a diminué de 2,75 points, passant de 51,29 % en 2024 à 48,54 % en 2025.

Les provisions statistiques (en statut 1 & 2), incluent des ajustements post-modèle spécifiques :

- Le premier permet de renforcer la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle,
- Le deuxième est un ajustement sectoriel. Il permet de compléter le niveau de provisionnement sur les secteurs les plus exposés aux risques climatiques (tels que l'agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d'énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage). Cet ajustement est concentré sur les expositions dont le Risque de Crédit a augmenté depuis l'octroi (statut 2) et consiste en un stress appliqué aux probabilités de défaut de ces contreparties.
- Le troisième est un ajustement sectoriel régional pour tenir compte du risque accru de certains secteurs vulnérables dans notre modèle d'affaires (tels que l'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles).

Au 31.12.2025, ces ajustements post-modèle s'élèvent à :

- 1,9 M€ au titre de l'ajustement macro-économique (contre 3.7 M€ en 2024)
- 0,4 M€ au titre de l'ajustement sectoriel climatique (contre 0.37 en 2024)
- 68 M€ au titre de l'ajustement sectoriel régional (niveau stable par rapport à 2024)

Le taux de couverture global demeure prudent à 1,50% contre 1,47 % en 2024. Cette évolution traduit le maintien d'une politique de provisionnement prudente dans un environnement économique toujours marqué par des incertitudes, tout en intégrant les ajustements post-modèle destinés à renforcer la dimension prospective des pertes de crédit attendues.

## < **7.2 - Provisions figurant au passif**

En M€	déc.-25	déc.-24	Var (€)	Var (%)
Epargne Logement	10,4	15,9	-5,5	(34,5)%
Provision sur engagements par signature - B3	12,2	7,0	5,2	74,3 %
Provisions sur engagements de garantie - B1/B2	5,0	10,2	-5,2	(51,2)%
Provisions sur engagement de financement - B1/B2	8,8	10,2	-1,4	(13,9)%
Médailles du travail	0,6	0,6	0,0	(5,0)%
Dossiers défendeurs	0,3	0,3	0,0	7,7 %
Provisions pour Abondement CET et redressements fiscaux	3,3	3,3	0,0	(1,4)%
Provisions affectées non déductibles	0,0	0,0	0,0	
Dettes actuarielles sur indemnités de fin de carrière	2,2	2,0	0,3	13,3 %
Autres	0,0	0,0	0,0	-
<b>Total PRC</b>	<b>42,8</b>	<b>49,5</b>	<b>-6,7</b>	<b>(13,6)%</b>

Les provisions (42,8 M€) sont en baisse de 6,7 M€ sous l'effet de :

- La baisse de la provision épargne logement (-5,5 M€).
- La diminution des provisions sur engagements de financement B1/B2 de 1,4 M€.

Les variations des provisions sur les engagements par signature de type B3 et des provisions sur les engagements de garantie de type B1/B2 se compensent mutuellement.

### ⟨ 7.3 - Fonds Pour Risques Bancaires Généraux (F.R.B.G.)

Le Fonds d'accumulation, figurant sous la rubrique F.R.B.G. dans les comptes de la Vocation Générale et qui atteint 49,3 M€ est reclassé en réserves dans les comptes consolidés IFRS.

## ⟨ 8 - Exposition aux risques : suivi & contrôle

### ⟨ 8.1 - Politique de gestion des risques

#### ✓ *Organisation générale de la filière risques et système de mesure et de surveillance des risques*

L'activité principale du Groupe Crédit Mutuel Océan est la banque de détail. La gestion des risques s'inscrit dans le cadre réglementaire applicable aux établissements de crédit et respecte le principe fondamental de séparation entre les fonctions de prise de risque et celles de contrôle.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'organisation distingue :

- la fonction d'octroi et de gestion des engagements;
- la fonction de mesure, de surveillance et de contrôle des risques.

Ces fonctions relèvent de lignes hiérarchiques distinctes et indépendantes.

La filière risques est rattachée à la Direction des Risques, de la Conformité et du Contrôle Permanent. Elle couvre l'ensemble des risques : crédit, financiers, opérationnels, climatiques et de non-conformité.

La Direction Financière assure le pilotage budgétaire, l'analyse de rentabilité, ainsi que la mesure des risques de taux et de liquidité.

Le dispositif de contrôle interne repose sur trois niveaux :

- **Premier niveau** : autocontrôle et contrôle hiérarchique dans les unités opérationnelles ;



- **Deuxième niveau** : contrôle permanent indépendant des fonctions opérationnelles ;
- **Troisième niveau** : audit interne (Contrôle Périodique).

Ce dispositif est complété par les contrôles exercés par les Commissaires aux comptes, l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) et la supervision européenne.

Le Comité des Risques examine trimestriellement la situation des risques et propose les limites d'exposition soumises à validation du Conseil d'Administration.

Le Groupe intègre dans son dispositif prudentiel les évolutions issues du règlement (UE) 2024/1623 (« CRR3 »), transposant les réformes finales de Bâle III.

## ⟨ 8.2 - Risque de crédit

### ⟨ 8.2.1 - Relevés de la répartition globale des engagements par contrepartie

La Direction des Risques assure un suivi trimestriel de l'exposition globale au Risque de Crédit et présente un tableau de bord détaillé au Comité de Direction et au Comité des Risques.

Les dirigeants effectifs et la Directrice des Risques se réunissent mensuellement afin d'examiner les évolutions significatives et les dossiers sensibles.

### ⟨ 8.2.2 - Eléments d'information sur la gestion du risque

#### ✓ *Un système de notation national déployé par le Groupe Crédit Mutuel Océan*

Le Groupe applique un système de notation interne commun à l'ensemble des entités du Crédit Mutuel.

La probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (LGD) et le facteur de conversion (CCF) sont estimés selon des méthodologies validées au niveau national.

La notation repose sur :

- des modèles statistiques pour les portefeuilles de masse;
- des grilles expertes pour certains segments spécifiques.

L'échelle de notation distingue les contreparties saines et les contreparties en défaut. Les paramètres sont estimés à partir d'historiques longs intégrant des marges de prudence.

#### ✓ *Un traitement des dossiers non centralisé*

Le principe d'organisation privilégie une prise de décision au plus près du client, dans le respect des délégations établies.

Les dossiers dépassant les pouvoirs des agences font l'objet d'une double analyse (réseau et siège).

Le Comité de Crédit Fédéral statue sur les dossiers hors délégation et assure le suivi des engagements significatifs dégradés.

Un reporting semestriel est présenté au Conseil d'Administration.

### ◁ 8.2.3 - Description synthétique des limites d'engagement fixées en matière de Risque de Crédit

Des limites de concentration unitaire (exprimées en pourcentage des fonds propres réglementaires consolidés) et sectorielle (exprimées en pourcentage des expositions consolidées) sont définies au niveau national puis déclinées régionalement.

Ces limites sont revues annuellement.

Au 31 décembre 2025, l'ensemble des limites réglementaires et internes est respecté.

### ◁ 8.2.4 - Suivi du risque crédit

Exposition	31.12.2025	31.12.2024
<b>Prêts et créances</b>		
Etablissements de crédit	4 563 853	4 453 526
Clientèle	16 476 897	16 254 932
<b>Exposition brute</b>	<b>21 040 750</b>	<b>20 708 458</b>
<b>Dépréciations</b>		
Etablissements de crédit	0	-1
Clientèle	-246 726	-238 503
<b>Exposition nette</b>	<b>20 794 024</b>	<b>20 469 954</b>

Exposition	31.12.2025	31.12.2024
<b>Engagements de financement donnés</b>	<b>2 136 208</b>	<b>1 943 647</b>
Etablissements de crédit	61 775	51 000
Clientèle	2 074 433	1 892 647
<b>Engagements de garantie donnés</b>	<b>591 688</b>	<b>602 300</b>
Etablissements de crédit	29 483	24 766
Clientèle	562 205	577 534
<b>Provision pour risques sur engagements donnés</b>	<b>13 731</b>	<b>20 357</b>

	31.12.2025	31.12.2024
<b>Titres de créance</b>		
Effets publics	140 391	29 554
Obligations	1 750 967	1 668 979
Instruments dérivés	83 692	80 453
Pensions & prêts de titres	201 661	210 245
<b>Exposition brute</b>	<b>2 176 711</b>	<b>1 989 231</b>
Dépréciation des titres	-17	-9
<b>Exposition nette</b>	<b>2 176 694</b>	<b>1 989 222</b>

✓ **Risques de crédit auprès de la clientèle (structure des encours)**

La répartition des crédits par type de clientèle demeure stable :

	2025	2024
<b>Répartition des crédits par type de clientèle</b>		
Grand Public	63,6%	63,3%
Entreprises	22,0%	22,3%
Grandes entreprises	12,6%	12,7%
Financements spécialisés	0,9%	0,8%
<b>Autres</b>	<b>0,9%</b>	<b>0,9%</b>

✓ **Actifs financiers ayant des arriérés de paiement et encours dépréciés**

Les créances clientèle font l'objet de dépréciations, venant en déduction d'actif.

Les créances douteuses sont celles présentant des retards, mais dont le recouvrement ne paraît pas compromis.

Les créances douteuses compromises sont celles qui font l'objet de recours ou de procédures judiciaires et dont le suivi est assuré par un service spécialisé de la Caisse Fédérale.

	31.12.2025	31.12.2024
<b>Qualité des risques</b>		
Créances dépréciées individuellement (S3)	302 349	266 955
Pertes attendues à terminaison (S2)	-68 011	-49 536
Pertes attendues sur actifs dépréciés (S3)	-146 770	-136 920
<b>Taux de couverture individuel</b>	<b>48,5%</b>	<b>51,3%</b>
<b>Taux de couverture global</b>	<b>71,0%</b>	<b>69,8%</b>

31.12.2025	Arriérés de paiement (S1+S2)			VNC des actifs dépréciés	Total des actifs faisant l'objet d'arriérés de paiement et des actifs dépréciés
en M€	≤ 30 jours	>30 jours ≤ 90 jours	> 3 mois	Total	
<b>Instruments de dette</b>	0	0	0	0	0
Administrations centrales	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0
Autres entreprises financières	0	0	0	0	0
Entreprises non financières	0	0	0	0	0
<b>Prêts et avances</b>	<b>60 109</b>	<b>11 427</b>	<b>1 087</b>	<b>123 710</b>	<b>196 333</b>
Administrations centrales	0	0	0	0	0
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0
Autres entreprises financières	235	39	0	2 100	2 374
Entreprises non financières	32 047	8 005	331	97 723	138 106
Particuliers	27 827	3 383	756	23 887	55 853
<b>Total</b>	<b>60 109</b>	<b>11 427</b>	<b>1 087</b>	<b>123 710</b>	<b>196 333</b>

## ⟨ 8.3 - Risques climatiques et liés à l'environnement

### ⟨ 8.3.1 - Définition des risques climatiques et liés à l'environnement

Le dérèglement climatique et la dégradation de l'environnement entraînent de lourdes conséquences sur les activités économiques et sur le plan social. Nombreux sont les secteurs économiques directement touchés par des aléas climatiques, plus nombreux, plus intenses. Ils représentent un risque environnemental, affectant la stabilité financière du Groupe Crédit Mutuel Océan et de ses contreparties. Les risques liés à l'environnement sont décomposés en plusieurs types de risques, dont le risque climatique et le risque lié à la biodiversité.

Le risque climatique recouvre deux familles de risques :

- les risques physiques liés aux effets financiers du changement climatique, il fait référence aux pertes directes causées par le changement climatique et la dégradation de l'environnement
- les risques de transition fait référence aux pertes financières qu'un établissement peut encourir, directement ou indirectement, du fait du processus d'adaptation à une économie sobre en carbone et plus soutenable d'un point de vue environnemental.

Selon les définitions établies par la Taskforce Nature-related Financial Disclosures (TNFD) dans son guide publié en septembre 2023, les risques liés à la biodiversité sont des menaces potentielles pour une organisation qui découlent de ses dépendances et des impacts de la société sur la nature. Comme pour le risque climatique, les risques peuvent être physiques ou de transition.

### ⟨ 8.3.2 - Un risque matriciel

Les mécanismes de transmission des risques climatiques et liés à l'environnement aux autres risques (notamment crédit) sont nombreux et différenciés selon que l'on évalue les risques physiques ou de transition.

L'aspect matriciel des risques climatiques et liés à l'environnement implique la mobilisation croissante de toutes les équipes risques (Risque de Crédit, risque opérationnel, pilotage globale des risques...) afin de :

- Identifier et mesurer les impacts du risque climatique sur ces risques ;
- Adapter les outils et processus existants le cas échéant ;
- Mettre en place des indicateurs de pilotage.

### ⟨ 8.3.3 - Un Dispositif de gestion et suivi des risques climatiques et liés à l'environnement

Une feuille de route RSE validée par les instances exécutives et de surveillance, a été mise en place par le Groupe Crédit Mutuel. Elle est structurée autour de 3 axes :

- DURABILITE : asseoir notre démarche dans la durée
- REPORTING : développer des outils de mesure pertinents et tangibles
- CLIMAT : aligner nos activités avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris

Le Groupe Crédit Mutuel Océan est représenté dans l'ensemble des groupes de travail, pilotés par la CNCM, qui permettent d'assurer le déploiement opérationnel de la feuille de route risque climatique et RSE.

Le Conseil d'Administration du CMO du 25 Mars 2021 a validé la formalisation de la prise en compte des risques climatiques et liés à l'environnement dans le cadre d'appétence aux risques du CMO en intégrant les risques climatiques à la cartographie globale des risques du CMO. Dans ce cadre, le suivi d'indicateurs spécifiques est présenté chaque trimestre au Comité des Risques.

Des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique ont été engagées par le Crédit Mutuel Océan :

- Engagement au Net Zéro Banking en Mai 2021 actant la volonté du CMO d'aligner ses investissements et portefeuilles sur l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050
- Mise en œuvre de politiques sectorielles : immobilier résidentiel, charbon, hydrocarbures, énergie nucléaire civil, défense et sécurité, minier, immobilier commercial
- Evaluation ESG des clients corporate grâce à la mise en place de questionnaires dédiés
- Acculturation des parties prenantes : élus et salariés
- Intégration des critères ESG dans la tarification des crédits

L'ensemble de ces mesures s'intègrent dans les 6 engagements RSE votés par le Conseil d'Administration.

#### Les 6 engagements RSE

Face à l'urgence des enjeux sociaux, sociétaux et environnementaux, le Crédit Mutuel Océan a décidé de structurer davantage ses engagements RSE, les rendre plus concrets, plus facilement applicables par tous les acteurs de l'entreprise. Une réflexion menée avec les administrateurs fédéraux en 2022 a donné naissance à 6 engagements RSE.

Une étape nécessaire qui assure la transition de l'entreprise vers un modèle de développement à la fois rentable et durable.



**Lutter** contre toutes les formes d'exclusion et de discrimination



**Accompagner** les acteurs de la transition et du bien-vivre ensemble du territoire



**Faciliter** la co-construction en lien avec notre gouvernance mutualiste



**Faciliter** La prise de décision au plus près des territoires



**Accompagner** le développement des sièges de décision et de l'emploi



**Contribuer** à une économie plus vertueuse et plus durable

## < 8.4 - Risque de gestion de bilan

La gestion de bilan du Crédit Mutuel Océan concerne principalement la gestion du risque de liquidité et du risque de taux d'intérêt. Elle est organisée en centre d'analyse et non en centre de profit. Elle est une fonction au service de la rentabilité et de la stratégie de développement de la banque et de la maîtrise du risque de liquidité et de taux lié à l'activité du réseau.

La gestion de bilan est réalisée dans le cadre du référentiel national Crédit Mutuel (conventions d'écoulement ...).



#### ◁ 8.4.1 - La gestion du risque de taux

Le risque de taux est généré par l'activité commerciale du groupe et résulte des différences de taux et d'index de référence entre les emplois et les ressources. Son analyse tient aussi compte de la volatilité des encours de produits sans échéance contractuelle et des options implicites (options de remboursement anticipé de crédits, de prorogation, d'utilisation de droits à crédit, etc.).

Elle réalise une approche du risque de taux global par la méthode des impasses qui permet de déterminer la sensibilité de la marge, l'objectif étant de mesurer la variation de la marge prévisionnelle sous l'effet des variations de taux d'intérêts.

Les positions obtenues par le système sont analysées au sein du Comité Financier qui décide le cas échéant des mesures de couverture. Les décisions du Comité Financier sont présentées au Comité des Risques qui en fait le compte rendu au Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration a défini des limites pour les risques de taux et de liquidité. La situation du Groupe par rapport aux limites nationales ou réglementaires est communiquée à la Direction des Risques de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Dans le cadre de la gestion de bilan, des nouvelles opérations de macro couverture ont été mises en place sur l'année 2025 pour 630 M€, portant l'encours total à 3 310M€.

Dans une hypothèse dynamique incluant les prévisions d'activité, la sensibilité de la marge financière annuelle à un scénario de variation modérée de la courbe de taux s'inscrit dans les limites nationales. La marge financière est sensible négativement à un aplatissement de la courbe des taux.

#### ◁ 8.4.2 - La gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme le risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position (en raison de la situation du marché ou de facteurs idiosyncratiques) dans un délai déterminé et à un coût raisonnable.

Au Crédit Mutuel Océan, le risque de liquidité est suivi à partir d'indicateurs définis dans le cadre d'appétence aux risques.

Les principaux indicateurs bâlois sont satisfaisants au 31/12/2025 :

- Le ratio court terme LCR (« Liquidity Coverage Ratio ») : il vise à s'assurer que le niveau d'actifs liquides de haute qualité couvre les décaissements prévisionnels à horizon 30 jours dans un environnement stressé. Le ratio est de 161,4% pour un seuil d'alerte à 112%.
- Le ratio moyen-terme NSFR (« Net Stable Funding Ratio ») : il correspond au montant du financement stable disponible rapporté à celui du financement stable exigé. Le ratio est de 112,32% pour un seuil d'alerte à 106%.

Pour couvrir ses besoins de refinancement le Groupe dispose de :

- Un programme d'émission de Titres de Créances Négociables qui bénéficie d'une notation Standard & Poors de A-1 à court terme et A+ à long terme.

- Une convention de refinancement conclue avec la B.F.C.M. en 2020.
- Un encours de créances hypothécaires mobilisables auprès de la Caisse de Refinancement de l'Habitat.
- Un encours de titres et de créances privées éligibles à l'Eurosystème.
- Un tableau de ventilation des maturités :

Ventilation des maturités pour le risque de liquidité		31.12.2025						
		≤ 1 mois	> 1 mois ≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 2 ans	> 2 ans ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterm.
Maturités résiduelles contractuelles en MC								
<b>Actif</b>								
Caisse - Banques centrales		32 278	-	-	-	-	-	-
Dépôts à vue - Etablissements de crédits		426 869	-	-	-	-	-	-
Actifs fin. détenus à des fins de transaction		-	-	28	-	3 217	2 578	798
Actifs fin. désignés à la JV par le biais du compte de résultat		-	76	6 663	12 141	157 224	74 400	273 487
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - recyclables		-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - non recyclables		-	-	-	-	-	-	760 824
Titres au coût amorti		-	9 983	410 276	20 229	500 890	560 904	9
Prêts et créances (y.c. les contrats de LF)		3 769 407	1 043 500	1 436 901	1 557 499	3 804 594	8 956 915	1
<b>Passif</b>								
Dépôts de banques centrales		-	-	-	-	-	-	-
Passifs fin. détenus à des fins de transaction		-	-	8	90	2 926	1 229	-
Passifs fin. désignés à la JV par le biais du compte de résultat		1	-	-	-	-	-	-
Passifs fin. évalués au coût amorti		12 531 280	466 956	2 485 167	1 293 421	2 916 077	1 943 357	-

### ◁ 8.4.3 - La gestion du risque de change

Le Groupe Crédit Mutuel Océan est exposé de manière non significative au risque de change.

### ◁ 8.5 - Risque de marche

Le Groupe Crédit Mutuel Océan n'est pas assujetti au risque de marché. En effet, il n'est pas soumis aux exigences du portefeuille de négociation car il ne franchit pas les seuils définis à l'article 94 du CRR.

Le Groupe est malgré tout doté d'une salle de marché ayant en charge la gestion de la trésorerie dédiée au refinancement d'exploitation et à la gestion de la liquidité en lien avec les contraintes de Bâle III. La gestion d'un portefeuille d'investissement pour compte propre complète le périmètre.

La gestion de la trésorerie fait l'objet d'un rapport transmis trimestriellement au Comité des Risques et à la Direction Générale. Les activités de la trésorerie y sont présentées et analysées en termes de capitaux, de résultats et de risques (de marchés, contreparties, autorisations et utilisations des instruments financiers...).

Une charte des activités financières encadre cette activité avec la présentation de la gouvernance associée. Une politique financière est établie chaque année et définie par le Comité Financier, approuvée par le Comité des Risques et validée par le Conseil d'Administration.

Un reporting sur ces activités est également transmis trimestriellement à la Direction des Risques de la CNCM.

### ◁ 8.6 - Risques opérationnels

Depuis le 1er janvier 2025, conformément au règlement CRR3 transposant les réformes finales de Bâle III, le Groupe applique la méthode standardisée unique dite **SMA (Standardised**

**Measurement Approach)** pour le calcul des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel.

Cette méthode remplace l'ensemble des approches antérieures, notamment l'Approche de Mesure Avancée (AMA).

L'exigence en fonds propres repose sur :

- un indicateur d'activité (« Business Indicator ») reflétant le niveau d'activité du Groupe ;
- un composant pertes (« Loss Component ») fondé sur l'historique des pertes opérationnelles internes observées sur dix ans.

Le calcul est réalisé au niveau consolidé national puis réparti entre les entités régionales selon les règles internes du Groupe.

Indépendamment du calcul réglementaire, le dispositif de maîtrise des risques opérationnels repose sur :

- une cartographie des risques par métier ;
- un recensement systématique des incidents ;
- un suivi des plans d'actions ;
- un dispositif de contrôle interne structuré sur trois niveaux.

## ⟨ 9 - GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Afin de renforcer les missions de surveillance dévolues au Conseil d'Administration de la Caisse Fédérale, celui-ci s'appuie sur quatre **Comités** (composé d'administrateurs de la CFCMO) à savoir :

- le Comité d'Audit,
- le Comité des Nominations,
- le Comité des Rémunérations,
- le Comité des Risques.

Ces comités sont composés d'Administrateurs désignés par le Conseil d'Administration et animés par des membres du Comité de Direction. Ils instruisent les dossiers et les proposent au conseil pour décision.

Le Conseil d'Administration de la Fédération est assisté dans certains domaines par 3 Commissions :

- Commission Innovation et Expérience Client,
- Commission Accompagnement à la mission de l'Elu,
- Commission Vie Mutualiste.

Ces commissions sont composées d'Administrateurs désignés par le Conseil d'Administration et animées par des membres du Comité de Direction. Elles instruisent les dossiers pour lesquels ces

derniers les ont mandatées. Elles rendent compte régulièrement aux Conseils d'Administration de leurs travaux et leur soumettent leurs observations, avis, propositions ou recommandations.

Pour les besoins de l'exercice de leurs attributions, les Commissions peuvent demander la réalisation d'études auprès de techniciens de la banque ou s'appuyer sur des groupes de travail constitués pour traiter, à leur demande, un sujet particulier.

La Direction Générale peut déléguer à des **Comités opérationnels** des activités spécifiques ou des travaux de réflexion, utiles à sa prise de décision. Elle en détermine la composition et la mission.

Tous travaux réalisés par ces Comités opérationnels exigent des reportings précis aux organes exécutifs.

Ces Comités opérationnels sont au nombre de 5 :

- Comité de Crédit Fédéral,
- Comité Financier,
- Comité de Tarification,
- Comité d'Exploitation,
- Comité de Suivi des Risques

## < **10 - INFORMATIONS DIVERSES : DELAI DE REGLEMENT DES DETTES FOURNISSEURS**

Compte tenu du statut d'établissement de crédit, les informations communiquées relatives aux délais de paiement prévues par l'article D.441-4 du Code de commerce n'intègrent pas les opérations de banque et les opérations connexes régies par le Code monétaire et financier.

L'état des factures de fournisseurs reçues non réglées, dont le terme est échu, s'établit comme suit à la clôture de l'exercice :

	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 j et plus	TOTAL
Nombre de factures	85	X				32	117
Montants	27	28	0	0	0	29	56
% du montant total des achats de l'exercice	0,09%	0,09%	0,00%	0,00%	0,00%	0,10%	0,19%

## < **11 - INFORMATIONS SUR L'ACTIVITE ET LES RESULTATS DES FILIALES EN 2025**

Afin de compléter la gamme de produits et services offerts à sa clientèle, le Crédit Mutuel Océan contrôle différentes filiales dont la plus significative est :

- OCEAN PARTICIPATIONS : société de capital-risque intervenant au capital des sociétés régionales, créée en 1988 et dont les encours IFRS atteignent 148 M€ pour 109 entreprises ou groupes d'entreprises. Le résultat comptable IFRS s'établit à -0,42 M€.

## ⟨ 12 - PERSPECTIVES

Dans un environnement économique et financier porteur d'incertitudes, le Crédit Mutuel Océan a pleinement joué son rôle de banque régionale favorisant la réalisation des projets de ses clients. Le résultat 2025 conforte une situation financière solide, qui se traduit par un ratio de solvabilité à 34,00 %. Outre la sécurité pour les déposants, cette structure financière permet d'assurer une véritable proximité par une modernisation continue du réseau d'agences et par la mise à disposition des clients de canaux de relation modernes et performants.

Fort de la qualité de sa relation avec ses sociétaires et clients, le Crédit Mutuel Océan va continuer de s'affirmer comme leur partenaire de confiance, en les conseillant pour l'épargne et les services et en les accompagnant dans la réalisation de leurs projets.

## ⟨ 13 - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

En application des dispositions de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, modifié par l'ordonnance n°2014-158 du 20 février 2014, nous vous informons que le Crédit Mutuel Océan, Groupe bancaire régional, exerce l'intégralité de ses activités sur le territoire français.

En application des dispositions de l'article 511-16-1 du code monétaire et financier, créé par le décret n° 2014-1315 du 3 novembre 2014, nous vous informons que le rendement des actifs financiers 2025 (ROA) du Groupe s'élève à 0,27% (bénéfice net/total de bilan).



# Crédit Mutuel Océan

---

## RAPPORT ANNUEL IFRS

31 DÉCEMBRE 2025

# SOMMAIRE

## SOMMAIRE

### BILAN CONSOLIDE

### COMPTE DE RESULTAT

### ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

### TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

### TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

### ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES IFRS 2025

#### NOTE 1 – REFERENTIEL COMPTABLE

- ⟨ 1.1 - INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES
- ⟨ 1.2 - INFORMATIONS RELATIVES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX
- ⟨ 1.3 - AMENDEMENTS APPLICABLES AU 1er JANVIER 2025

#### NOTE 2 – FAITS MARQUANTS

- ⟨ 2.1 – CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET GEOPOLITIQUE
- ⟨ 2.2 - RISQUE DE CREDIT
- ⟨ 2.3 - AUTRES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

#### NOTE 3 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

- ⟨ 3.1 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION
- ⟨ 3.2 – COMPOSITION DU PERIMETRE

#### NOTE 4 – PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

- ⟨ 4.1 – METHODES DE CONSOLIDATION
- ⟨ 4.2 – DATE DE CLOTURE
- ⟨ 4.3 – ELIMINATION DES OPERATIONS RECIPROQUES
- ⟨ 4.4 – CONVERSION DES COMPTES EN DEVISES ETRANGERES
- ⟨ 4.5 – ECARTS D'ACQUISITION

#### NOTE 5 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

- ⟨ 5.1 – INSTRUMENTS FINANCIERS
- ⟨ 5.2 – CONTRATS DE LOCATION
- ⟨ 5.3 – PROVISIONS
- ⟨ 5.4 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE
- ⟨ 5.5 – AVANTAGES AU PERSONNEL
- ⟨ 5.6 – IMMOBILISATIONS
- ⟨ 5.7 – COMMISSIONS
- ⟨ 5.8 – IMPOTS SUR LES RESULTATS
- ⟨ 5.9 – INTERETS PRIS EN CHARGE PAR L'ETAT DE CERTAINS PRETS
- ⟨ 5.10 – JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES DANS L'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

#### NOTE 6 – INFORMATION SECTORIELLE (IFRS 8)

#### NOTE 7 – NORMES ET INTERPRETATIONS ADOPTEES PAR L'UNION EUROPEENNE ET NON ENCORE APPLIQUEES

- ⟨ 7.1 – NORMES ET INTERPRETATIONS ADOPTEES PAR L'UNION EUROPEENNE
- ⟨ 7.2 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

## **NOTE 8 – INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT**

- ⟨ 8.1 – ACTIFS ET PASSIFS SUR LES ETABLISSEMENT DE CREDIT
- ⟨ 8.2 – ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT
- ⟨ 8.3 – COUVERTURE
- ⟨ 8.4 – ANALYSE DES INSTRUMENTS DERIVES
- ⟨ 8.5 – COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS
- ⟨ 8.6 – ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES
- ⟨ 8.7 – CLIENTELE
- ⟨ 8.8 – TITRES AU COUT AMORTI
- ⟨ 8.9 – CADRAGE DES DEPRECIATIONS
- ⟨ 8.10 – IMPOTS
- ⟨ 8.11 – COMPTE DE REGULARISATION ET ACTIFS / PASSIFS DIVERS
- ⟨ 8.12 – IMMEUBLES DE PLACEMENT
- ⟨ 8.13 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES
- ⟨ 8.14 – DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE
- ⟨ 8.15 – PROVISIONS
- ⟨ 8.16 – RESERVES LIEES AU CAPITAL ET RESERVES
- ⟨ 8.17 – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
- ⟨ 8.18 – INTERETS ET PRODUITS / CHARGES ASSIMILES
- ⟨ 8.19 – COMMISSIONS
- ⟨ 8.20 – GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT
- ⟨ 8.21 – GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES
- ⟨ 8.22 – GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS OU PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI
- ⟨ 8.23 – PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES
- ⟨ 8.24 – FRAIS GENERAUX
- ⟨ 8.25 – COUT DU RISQUE
- ⟨ 8.26 – GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS
- ⟨ 8.27 – IMPOTS SUR LES BENEFICES

## **NOTE 9 – INFORMATIONS SUR L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES**

- ⟨ 9.1 – RECYCLAGE DE GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES
- ⟨ 9.2 – IMPOT RELATIF A CHAQUE COMPOSANTE DE GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES

## **NOTE 10 – AUTRES INFORMATIONS**

- ⟨ 10.1 – INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES
- ⟨ 10.2 – JUSTE VALEUR
- ⟨ 10.3 – CREDIT VALUE ADJUSTEMENT (CVA)
- ⟨ 10.4 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
- ⟨ 10.5 – REMUNERATION DU CAPITAL
- ⟨ 10.6 – IPC

**Groupe bancaire adhérent à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, le Crédit Mutuel Océan exerce son activité sur les départements de Charente-Maritime, Vendée et le sud des Deux-Sèvres.**

L'entreprise mère se compose de :

- **122 Caisses Locales**, sociétés coopératives à capital variable et à responsabilité statutairement limitée. Le capital est détenu par les sociétaires.
- **La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (CFCMO)**, société anonyme coopérative de crédit à capital variable, dont le capital est pour l'essentiel réparti entre les Caisses Locales.
- **La Fédération du Crédit Mutuel Océan**, association régie par la loi de 1901 à laquelle adhèrent les Caisses locales et la Caisse Fédérale. Organe de contrôle et de représentation de ses adhérents, elle gère aussi les mécanismes de solidarité entre les Caisses Locales.

La Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan assure un triple rôle au sein du Groupe :

- Organisme financier : banque des Caisses Locales,
- Prestataire de services : fournisseur de moyens techniques,
- Organisme employeur du personnel affecté en Caisses Locales et Caisse Fédérale ainsi que dans certaines filiales.

Les autres sociétés entrant dans le périmètre de consolidation sont détaillées dans l'annexe qui suit.

# BILAN CONSOLIDÉ

(en milliers d'euros)

ACTIF	2025	2024	Notes
Caisse, Banques centrales	32 278	33 818	8.1.a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	530 612	390 800	8.2.a, 8.4
Instruments dérivés de couverture	77 070	73 573	8.3.a, 8.4
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	760 824	695 891	8.6
Titres au coût amorti	1 502 289	1 452 032	8.8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 765 514	4 663 770	8.1.a
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	16 230 171	16 016 429	8.7.a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	28 332	64 446	8.3.b
Placements des activités d'assurance et parts de réassureurs dans les provisions techniques	-	-	
Actifs d'impôts courants	78 562	65 759	8.10.a
Actifs d'impôts différés	42 110	43 806	8.10.b
Comptes de régularisation et actifs divers	176 743	212 173	8.11.a
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-	
Participation aux bénéfices différée	-	-	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	-	-	
Immeubles de placement	37	37	8.12
Immobilisations corporelles	63 293	66 040	8.13.a
Immobilisations incorporelles	1 005	1 037	8.13.b
Ecart d'acquisition	-	-	
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>24 288 840</b>	<b>23 779 611</b>	



(en milliers d'euros)

PASSIF	2025	2024	Notes
Banques centrales	-	-	8.1.b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4 253	4 491	8.2.b,8.4
Instruments dérivés de couverture	59 758	89 781	8.3.a
Dettes envers les Etablissements de crédit	1 315 584	1 317 191	8.1.b
Dettes envers la clientèle	16 757 144	16 398 643	8.7.b
Dettes représentées par un titre	3 556 790	3 507 931	8.14
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	73 814	65 246	8.3.b
Passifs d'impôts courants	17 358	16 016	8.10.a
Passifs d'impôts différés	15 791	14 572	8.10.b
Comptes de régularisation et passifs divers	260 092	230 725	8.11.b
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-	
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance	-	-	
Provisions	42 757	49 459	8.15
Dettes subordonnées			
<b>Capitaux Propres - Totaux</b>	<b>2 185 499</b>	<b>2 085 556</b>	
<b>Capitaux Propres - Part du Groupe</b>	<b>2 167 693</b>	<b>2 067 708</b>	<b>8.16.a</b>
<i>Capital et Réserves liées</i>	243 020	243 574	8.16.a
<i>Réserves consolidées</i>	1 362 172	1 310 946	8.16.b
<i>Gains ou pertes latents ou différés</i>	498 370	455 775	
<i>Résultat de l'exercice</i>	64 131	57 413	
<b>Capitaux Propres - Intérêts minoritaires</b>	<b>17 806</b>	<b>17 848</b>	
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>24 288 840</b>	<b>23 779 611</b>	

# COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers d'euros)

	2025	2024	Notes
Intérêts et produits assimilés	578 946	615 942	8.18
Intérêts et charges assimilées	- 453 547	- 525 198	8.18
Commissions (produits)	192 248	184 989	8.19
Commissions (charges)	- 41 140	- 36 099	8.19
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	7 016	11 489	8.20
Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 181	40 348	8.21.
Gains ou pertes nets sur actifs financiers au coût amorti			8.22
Produits des autres activités	761	538	8.23
Charges des autres activités	- 3 087	- 2 630	8.23
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>293 378</b>	<b>289 379</b>	
Charges générales d'exploitation	- 185 016	- 180 350	8.24
Dotations / reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	- 8 638	- 8 414	8.24
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>99 724</b>	<b>100 615</b>	
Coût du risque	- 16 417	- 26 642	8.25
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>83 307</b>	<b>73 973</b>	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	-	-	
Gains ou pertes sur autres actifs	- 170	- 129	8.26
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>83 137</b>	<b>73 844</b>	
Impôts sur les bénéfices	- 19 048	- 16 070	8.27
<b>RESULTAT NET</b>	<b>64 089</b>	<b>57 774</b>	
Intérêts minoritaires	- 42	361	
<b>RESULTAT NET (part du Groupe)</b>	<b>64 131</b>	<b>57 413</b>	

# ÉTAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)

	2025	2024	Notes
<b>RESULTAT NET</b>	<b>64 089</b>	<b>57 774</b>	
Ecart de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - instruments de dettes			
Reclassement d'actifs financiers de juste valeur par capitaux propres à juste valeur par résultat			
Réévaluation des placements des activités d'assurance			
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE			
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES RECYCLABLES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>9.1, 9.2</b>
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - instruments de capitaux propres à la clôture	42 981	10 200	
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres - instruments de capitaux propres cédés durant l'exercice			
Ecart de réévaluation lié au risque de crédit propre sur les passifs financiers en JVO			
Réévaluation des immobilisations			
Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies	- 386	384	
Quote-part des gains ou pertes non recyclables sur entreprises MEE			
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES NON RECYCLABLES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>42 595</b>	<b>10 584</b>	<b>9.1, 9.2</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	106 684	68 358	
dont part du Groupe	106 726	67 997	
dont part des intérêts minoritaires	- 42	361	

# TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves liées		Réserves consolidées	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)			Résultat net part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves liées au capital		Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente	Variations de juste valeur des instruments dérivés de couverture	Réévaluation du passif (de l'actif) net des régimes à prestations définies				
(en milliers d'euros)										
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2023	233 075	12 983	1 255 199	445 782	-	592	66 988	2 013 434	17 487	2 030 922
Augmentation de capital	- 2 484							- 2 484		- 2 484
Affectation du résultat 2023			60 173				- 60 173	-		-
Distribution 2024 au titre du résultat 2023							- 6 815	- 6 815		- 6 815
Variations des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global				10 200		384		10 584		10 584
Résultat 2024							57 413	57 413	361	57 774
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Changement de méthode comptable								-		-
Autres variations			- 4 426					- 4 426		- 4 426
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2024	230 591	12 983	1 310 946	455 982	-	208	57 413	2 067 708	17 848	2 085 556
Augmentation / Réduction de capital	- 554							- 554		- 554
Affectation du résultat 2024			51 226				- 51 226	-		-
Distribution 2025 au titre du résultat 2024							- 6 187	- 6 187		- 6 187
Variations des gains et pertes comptabilisés en autres éléments du résultat global				42 981		- 386		42 595		42 595
Résultat 2025							64 131	64 131	- 42	64 089
Effet des acquisitions et des cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle								-		-
Changement de méthode comptable								-		-
Autres variations								-		-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DECEMBRE 2025	230 037	12 983	1 362 172	498 963	-	594	64 131	2 167 693	17 806	2 185 499

# TABLEAUX DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

(en milliers d'euros)	2025	2024
Résultat net	64 089	57 774
Impôt	19 048	16 070
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>83 137</b>	<b>73 844</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorp.	8 239	8 414
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	18 205	36 961
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	163	130
+/- Produits/charges des activités de financement		
+/- Autres mouvements	56 962	10 151
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>83 569</b>	<b>55 656</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit (a)	- 12 509	- 792 422
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle (b)	122 155	454 242
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers (c)	- 97 858	127 363
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	58 182	- 30 339
- Impôts versés	- 29 318	- 15 498
= Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	40 652	- 256 654
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>207 358</b>	<b>- 127 154</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations (d)	- 66 945	116 018
+/- Flux liés aux immeubles de placement (e)		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles (f)	- 5 489	- 5 026
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>- 72 434</b>	<b>110 992</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (g)	- 6 741	- 9 299
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement (h)	-	-
<b>TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>- 6 741</b>	<b>- 9 299</b>
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>128 183</b>	<b>- 25 461</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	207358	-127154
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	-72434	110992
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	-6741	-9299
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>321 844</b>	<b>347 305</b>
Caisse, banques centrales (actif et passif)	33818	37530
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	288026	309775
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>450 027</b>	<b>321 844</b>
Caisse, banques centrales (actif et passif)	32278	33818
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	417749	288026
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE</b>	<b>128 183</b>	<b>- 25 461</b>

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>(A) Les flux liés aux opérations avec les établissements de crédit se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur les établissements de crédit (sauf éléments inclus dans la Trésorerie), hors créances rattachées	- 34 663	- 215 001
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers les établissements de crédit, hors dettes rattachées	22 154	- 577 421
<b>(B) Les flux liés aux opérations avec la clientèle se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés aux créances sur la clientèle, hors créances rattachées	- 221 473	22 429
+/- Encaissements et décaissements liés aux dettes envers la clientèle, hors dettes rattachées	343 628	431 813
<b>(C) Les flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers se décomposent comme suit :</b>		
+/- Encaissements et décaissements liés à des actifs financiers à la juste valeur par résultat	- 139 237	- 9 737
+/- Encaissements et décaissements liés à des passifs financiers à la juste valeur par résultat		
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à la JV par capitaux propres-instruments de dettes	- 16 196	- 14 641
+ Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à la JV par capitaux propres-instruments de dettes		
+/- Encaissements et décaissements liés à des instruments dérivés de couverture		
+/- Encaissements et décaissements liés à des dettes représentées par un titre	57 575	151 741
<b>(D) Les flux liés aux actifs financiers et aux participations se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions de filiales, nettes de la trésorerie acquise		
+ Encaissements liés aux cessions de filiales, nettes de la trésorerie cédée		
- Décaissements liés aux acquisitions de titres de sociétés mises en équivalence		
+ Encaissements liés aux cessions de titres de sociétés mises en équivalence		
+ Encaissements liés aux dividendes reçus		
- Décaissements liés aux acquisitions de titres au coût amorti	- 50 000	- 10 000
+ Encaissements liés aux cessions de titres au coût amorti		128 072
- Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers à la JV par CP	- 16 975	- 2 058
- Encaissements liés aux cessions d'actifs financiers à la JV par CP	30	4
+/- Autres flux liés aux opérations d'investissement		
+ Encaissements liés aux intérêts reçus, hors intérêts courus non échus		
<b>(E) Les flux liés aux immeubles de placement se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immeubles de placement		
+ Encaissements liés aux cessions d'immeubles de placement		
<b>(F) Les flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles se décomposent comme suit :</b>		
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	- 7 277	- 5 132
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorp.	1 788	106
<b>(G) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux émissions d'instruments de capital	- 554	- 2 484
+ Encaissements liés aux cessions d'instruments de capital		
- Décaissements liés aux dividendes payés	- 6 187	- 6 815
- Décaissements liés aux autres rémunérations		
<b>(H) Les autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement se décomposent comme suit :</b>		
+ Encaissements liés aux produits des émissions d'emprunts et des dettes représentées par un titre		
- Décaissements liés aux remboursements d'emprunts et des dettes représentées par un titre		
+ Encaissements liés aux produits des émissions de dettes subordonnées		
- Décaissements liés aux remboursements de dettes subordonnées		
- Décaissements liés aux intérêts payés, hors intérêts courus non échus		



# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES IFRS 2025

## NOTE 1 – REFERENTIEL COMPTABLE

Le groupe Crédit Mutuel n'étant pas coté, il n'a aucune obligation d'établir des comptes consolidés selon le référentiel des normes comptables internationales IFRS. Cependant, dans un souci d'une plus grande transparence et d'une meilleure comparabilité avec les principaux établissements de la Place, le Conseil d'administration de la Confédération nationale du Crédit Mutuel, organe central du groupe au sens de l'article L.511-31 du Code monétaire et financier, a décidé d'établir des comptes consolidés annuels au niveau national en IFRS.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan s'inscrit dans le prolongement des décisions nationales et publie ainsi ses comptes consolidés en normes IFRS.

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2022-01 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne.

### ⟨ 1.1 - INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES

Elles figurent dans le rapport de gestion du groupe.

### ⟨ 1.2 - INFORMATIONS RELATIVES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Les informations concernant les enjeux climatiques figurent dans le rapport de gestion du groupe.

### ⟨ 1.3 - AMENDEMENTS APPLICABLES AU 1er JANVIER 2025

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2025, les amendements à IAS 21 Effets des variations des cours des monnaies étrangères qui précisent les cas dans lesquels une monnaie est convertible en une autre monnaie et, lorsqu'elle ne l'est pas, comment l'entreprise détermine le taux de change à appliquer et quelles informations elle doit fournir. Le Groupe n'étant pas concerné par ces problématiques, il n'y a pas d'impact dans nos comptes.

## NOTE 2 – FAITS MARQUANTS

L'exercice 2025 a été marqué principalement par les faits exposés ci-après :

### ⟨ 2.1 – CONTEXTE MACRO-ECONOMIQUE ET GEOPOLITIQUE

Le contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persiste, avec la poursuite de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Pour rappel, le Groupe Crédit Mutuel n'étant pas implanté sur ces zones de guerres, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

Le Groupe suit également les développements en matière de droits de douane, impulsés par le gouvernement américain et les potentielles conséquences économiques sur ses clients.

L'incertitude quant à la matérialité et la nature du budget national en France et l'instabilité des gouvernements constituent des incertitudes tant pour le Groupe que pour ses clients.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. Le

groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres prudentiels et des ratios qui en découlent.

## ⟨ 2.2 - RISQUE DE CREDIT

Dans le cadre du provisionnement des créances saines (en statut 1 & 2), le groupe Crédit Mutuel tient compte des impacts des crises successives, ainsi que des perspectives macro-économiques.

Le niveau de provisionnement résulte d'une analyse au cas par cas, réalisée afin de suivre toute éventuelle augmentation du risque de crédit des clients professionnels ou entreprises en difficultés, et clients particuliers, qui seraient affectés, directement ou indirectement, dans un contexte économique qui reste fortement dégradé.

Depuis 2023, en ligne avec les recommandations émises par l'Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne, le Groupe a engagé des travaux d'amélioration de l'approche multi-scénarios, et de facto de la méthodologie de calcul de probabilité de défaut utilisées pour mesurer l'augmentation significative du risque de crédit et l'évaluation des pertes de crédit attendues. Ces travaux se poursuivent dans le cadre d'un programme de travail pluriannuel établi par le Groupe.

### Scénarios macro-économiques

Au 31 décembre 2025, le Groupe a retenu trois scénarios macro-économiques, qui permettent d'appréhender les incertitudes liées au contexte macro-économique actuel, dont les hypothèses sont détaillées ci-après.

- Le scénario central intègre une croissance attendue du PIB, en légère reprise à partir de 2026. L'inflation s'installera durablement en dessous de 2% en 2026, suite au tassement des prix de services et au ralentissement de la hausse des salaires. La cible de 2% serait

atteinte à partir de 2027. Concernant les taux directeurs BCE, une baisse est attendue, ramenant le taux de facilité de dépôts à 1,75%, qui resterait stable sur 2026.

L'évolution sur les taux courts suivrait la trajectoire des taux BCE alors que les taux longs français seraient un cran plus haut que prévus précédemment, sous la pression des dettes publiques. Le taux du livret A, à 1,7% à fin 2025, poursuivrait sa baisse jusqu'en 2026 avant d'entamer une remontée progressive jusqu'à environ 2%.

- Le scénario stressé envisage pour la période 2026 une crise géopolitique majeure liée au blocus de Taiwan par la Chine, provoquant une forte hausse des prix mondiaux et une flambée de l'inflation dans la zone euro. La mise en place de droits de douane réciproques entre la Chine et les pays de l'OTAN, combinée aux pénuries de biens manufacturés et de semi-conducteurs, entraîne une augmentation significative des coûts d'importation et un choc d'offre durable. La BCE relève fortement ses taux directeurs face aux tensions inflationnistes, ce qui alourdit les conditions de financement. En France, les inquiétudes sur la soutenabilité des finances publiques provoquent un élargissement marqué du spread souverain et une dégradation plus prononcée de l'activité. L'économie européenne subit alors un recul du PIB lié à la baisse de la consommation, aux ruptures de chaînes de production et au gel des investissements. Les marchés financiers enregistrent une chute rapide et profonde des indices boursiers, accentuée par la persistance du blocus tout au long de 2026. La sortie de crise ne s'amorce qu'en 2027, avec la levée des sanctions, la normalisation progressive des chaînes d'approvisionnement, le ralentissement de l'inflation et la reprise de la croissance, sans toutefois compenser entièrement les pertes accumulées pendant la crise.

- Le scénario optimiste repose sur la mise en place rapide et coordonnée de plans budgétaires massifs en Zone euro, destinés à

soutenir la décarbonation et à renforcer la souveraineté industrielle, numérique et énergétique. Ces investissements, adossés à une dette européenne commune et à un assouplissement temporaire des règles budgétaires de l'UE, améliorent la productivité, la compétitivité et limitent la hausse des coûts salariaux unitaires. La fin de la guerre en Ukraine réduit les incertitudes économiques et entraîne une baisse des coûts de l'énergie, tandis que la décision de la Cour suprême américaine d'annuler les droits de douane réciproques met fin à l'escalade tarifaire engagée par le gouvernement américain. Parallèlement, un renforcement

ambitieux des engagements climatiques est acté avec une accélération coordonnée de la transition technologique et des investissements verts. La mise en œuvre d'une taxe carbone réinvestie dans la transition, la montée en puissance des technologies d'IA et un mouvement global de réallocation de l'épargne européenne vers les secteurs stratégiques soutiennent la croissance. Dans cet environnement, la dynamique économique s'améliore nettement : l'inflation demeure contenue, la croissance européenne se renforce et les marchés actions bénéficient à la fois des gains de productivité et de l'accalmie géopolitique.

### Variables macro-économiques et projections retenues dans le scénario central

Les principales variables utilisées dans la détermination des pertes de crédit attendues du scénario central sont détaillées ci-après :

Hypothèses macroéconomiques	Moyenne 2026	Moyenne 2027	Moyenne 2028	Moyenne 2029
-----------------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

#### France

Taux d'inflation hors tabac	1,7%	2,0%	2,0%	2,0%
Prix du pétrole (en \$)	65	65	65	65
Taux de croissance du PIB	0,8%	0,9%	1,0%	1,0%
Taux de chômage (fin de période)	7,7%	7,6%	7,5%	7,4%

#### Taux de marché

Zone euro				
Euribor 3 mois	1,85%	2,20%	2,35%	2,35%
France				
TEC 10 ans	3,34%	3,53%	3,60%	3,65%

### Pondération des scénarios macro-économiques

La détermination des pondérations reflète l'anticipation du cycle économique par les économistes du Groupe Crédit Mutuel. Ces derniers confirment les probabilités d'occurrence qui avaient été attribuées au 31 décembre 2025 à chacun des scénarios.

Les pondérations des scénarios sur les trois dernières périodes sont les suivantes :

	Scénario central	Scénario pessimiste	Scénario optimiste
<b>Au 31.12.2024</b>	70%	25%	5%
<b>Au 30.06.2025</b>	70%	25%	5%
<b>Au 31.12.2025</b>	70%	25%	5%

Depuis 2023, le Groupe est engagé dans un cycle d'intégration de la prise en compte de la dimension prospective dans les calculs de pertes de crédit attendues. Les pertes de crédit attendues au 31.12.2025 (hors impact lié à l'ajustement post-modèle) s'élèvent à 37.6 M€, stable par rapport au 31.12.2024

Au 31.12.2025, le Groupe comptabilise des ajustements post-modèle spécifiques :

- Le premier permet de renforcer la dimension prospective du modèle compte tenu des fortes incertitudes macro-économiques issues de la conjoncture actuelle,
- Le deuxième est un ajustement sectoriel. Il permet de compléter le niveau de provisionnement sur les secteurs les plus exposés aux risques climatiques (tels que l'agriculture, les transports terrestre, aérien et maritime, la production d'énergie, la métallurgie, la cokéfaction et le raffinage). Cet ajustement est concentré sur les expositions dont le risque de crédit a augmenté depuis l'octroi (statut 2) et consiste en un stress appliqué aux probabilités de défaut de ces contreparties.
- Le troisième est un ajustement sectoriel régional pour tenir compte du risque accru de certains secteurs vulnérables dans notre modèle d'affaires (tels que l'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière, le commerce et la réparation d'automobiles et de motocycles).

Au 31.12.2025, ces ajustements post-modèle s'élèvent respectivement à 1.9 M€, 0.4 M€ et 68 M€.

Au 31.12.2025 Les ajustements comptabilisés, qui incluent une provision manuelle, représentent 71% du montant total des pertes de crédit attendues, c'est-à-dire sur les encours en statut 1 et 2 (contre 69% au 31.12.2024).

#### Analyse de sensibilité

Le Groupe évalue la sensibilité du montant des pertes de crédit attendues sur les encours en statut 1 et 2 (y compris ajustement post-modèle) à la conjoncture économique.

Il ressort de ces analyses qu'une pondération à 100% du scénario :

- Pessimiste impliquerait une dotation complémentaire des pertes de crédit attendues de 14%, soit 5.4 M€ ;
- Optimiste entraînerait, a contrario, une diminution des pertes de crédit attendues de 6%, soit -2.2 M€ ;
- Central conduirait à une diminution des pertes de crédit attendues à 4%, soit -1.4 M€.

Hypothèses macroéconomiques	Moyenne 2025	Moyenne 2026	Moyenne 2027	Moyenne 2028
France				
Taux d'inflation hors tabac	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Prix du pétrole (en \$)	85	85	85	85
Taux de croissance du PIB	1,0%	1,1%	1,0%	1,0%
Taux de chômage (fin de période)	7,7%	7,6%	7,5%	7,4%
Taux de marché				
Zone euro				
Euribor 3 mois	2,74%	2,35%	2,35%	2,35%
France				
TEC 10 ans	2,91%	2,90%	2,90%	2,90%

### < 2.3 - AUTRES FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'exercice 2025 a également été marqué par les éléments suivants :

Progression du résultat net portée par la marge financière et le coût du risque :

Le résultat net part du Groupe s'établit à 64.1 M€ en 2025, en hausse de 11.7 % par rapport à 2024. Cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation de la marge financière (+38.2%) ainsi que par la diminution du coût du risque.

Reprise de l'activité crédits dans un environnement de taux plus favorable :

Après une contraction en 2024, l'exercice 2025 est marqué par une reprise des encours de crédits notamment sur l'habitat et l'investissement, avec une dynamique commerciale particulièrement soutenue au dernier trimestre. Les prêts à la clientèle progressent ainsi de +1.3 % sur l'exercice.

Coût du risque maîtrisé :

Le coût du risque s'établit à 16.4 M€ en 2025, en baisse de 10 M€ par rapport à 2024 sous l'effet de reprises de provisions statistiques et de la baisse de l'overlay risque de modèle. Le taux de couverture global du bilan demeure prudent à 1.50%.

Renforcement des capitaux propres consolidés :

Les capitaux propres consolidés atteignent 2 185 M€, en progression de +4.8 %, sous l'effet du résultat de l'exercice (64 M€) et des gains latents comptabilisés en capitaux propres sur les titres classés en OCI (notamment ACM et BFCM), affichant une revalorisation nette de 43 M€ en 2025.

Evolution de la collecte :

Les dettes envers la clientèle augmentent de 359 M€ (+2.2 %), portées par la forte collecte sur les comptes à terme qui enregistrent une évolution de 14.5 % par rapport à 2024.

## NOTE 3 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### < 3.1 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

#### Entité consolidante

L'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Océan est constituée de la Fédération du Crédit Mutuel Océan, de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (CFCMO) et de l'ensemble des Caisses Locales à vocation générale affiliées à la Fédération du Crédit Mutuel Océan.

#### Principes d'inclusion dans le périmètre

Les principes généraux d'inclusion d'une entité dans le périmètre sont définis par IFRS 10, IFRS 11 et IAS28R.

L'ensemble des entités incluses dans les périmètres de consolidation des Groupes régionaux est repris dans le périmètre national.

Le périmètre de consolidation est composé :

- **Des entités contrôlées** : il y a contrôle lorsque le Groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité, et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient. Les comptes des entités contrôlées de manière exclusive sont consolidés.
- **Des entités sous contrôle conjoint** : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :
  - Une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
  - Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.  
L'ensemble des entités sous contrôle conjoint du Groupe sont des coentreprises au sens d'IFRS 11.
- **Des entités sous influence notable** : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle. Les titres des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

Sont comptabilisées en juste valeur sur option les participations détenues par des sociétés de capital développement sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou a une influence notable.

Des sociétés contrôlées par le Groupe, mais n'exerçant pas d'activité bancaire, n'ont pas été retenues dans le périmètre de consolidation, en raison de la faiblesse de leur signification comparativement à l'ensemble des comptes consolidés et de l'intérêt négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle.

Les sociétés, filiales ou sous-filiales, sont exclues du périmètre lorsqu'elles satisfont deux des trois critères suivants :

- Résultat de la filiale en valeur absolue < ou = 1 % du résultat consolidé N-1,
- Total du bilan < ou = 1 % du total de bilan consolidé N-1,
- Chiffre d'affaires < ou = 5 % du produit net bancaire N-1.

Ainsi, pour 2025, ne sont pas consolidées les entités suivantes :

(en milliers d'euros)	% Capital détenu	Résultat net	Total bilan	Chiffre d'affaires
Fondation Créavenir Océan (prêts d'honneur) *	100	- 3	1	-
SCI Terre Agri Océan *	100	33	4 969	132

\* Siège social situé au 34 rue Léandre Merlet, 85000 LA ROCHE SUR YON.

#### Variations du périmètre

Au 31 décembre 2025, le périmètre du Groupe est inchangé par rapport à celui de 2024.

La norme IFRS12 impose de communiquer les informations financières concernant :

- Les participations dans les entreprises Mises En Equivalence, notamment la quote-part dans le résultat. Pour Le Crédit Mutuel Océan l'impact du résultat induit par le FCT Zéphyr II est de 0.
- Les entités intégrées globalement ayant des minoritaires significatifs, ce qui n'est pas le cas pour le Crédit Mutuel Océan.
- Les entités structurées non consolidées, dont ne dispose le CMO.



## < 3.2 - COMPOSITION DU PERIMETRE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Mutuel Océan est le suivant :

(en milliers d'euros)	2025				2024			
	% contrôle	% intérêt	Méthode	Contribut° au résultat consolidé	% contrôle	% intérêt	Méthode	Contribut° au résultat consolidé
<b>Etablissements de crédits</b>								
Mère			-	62 086			-	51 873
<b>Autres entreprises à caractère financier</b>								
SCI UNION IMMOBILIERE OCEAN	100	100	IG	1 844	100	100	IG	1 775
SCI MERLET IMMOBILIER	100	100	IG	582	100	100	IG	512
SAS OCEAN PARTICIPATIONS	90	90	IG	- 381	90	90	IG	3 253
FCT ZEPHYR HOME LOANS 2	50	50	MEE	-	50	50	MEE	-
<b>TOTAL</b>				<b>64 131</b>				<b>57 413</b>

Méthodes : IG = Intégration Globale, MEE = Mise En Equivalence

La contribution au résultat consolidé représente la part du Groupe.

Les filiales consolidées sont les suivantes :

- La SAS OCEAN PARTICIPATIONS dont l'activité consiste à investir dans des entreprises du territoire sous forme d'actions ou de contrats obligataires. Cette société bénéficie du régime fiscal des sociétés de capital-risque.
- Le Fonds Commun de Titrisation ZEPHYR HOME LOANS 2.
- La Société Civile Immobilière UNION IMMOBILIERE OCEAN, dont les parts sociales sont détenues par la Fédération et plusieurs Caisses Locales.
- La Société Civile Immobilière MERLET IMMOBILIER, société filiale du Groupe.

Ces deux dernières sociétés sont propriétaires d'immeubles donnés en location, en tout ou partie, à la société mère.

## NOTE 4 – PRINCIPES ET METHODES DE CONSOLIDATION

### < 4.1 - METHODES DE CONSOLIDATION

Les méthodes de consolidation utilisées sont les suivantes :

Intégration globale

Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles

et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Mise en équivalence

Il s'agit de substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

#### ⟨ 4.2 - DATE DE CLOTURE

Toutes les sociétés du Groupe Crédit Mutuel Océan incluses dans le périmètre de consolidation arrêtent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

#### ⟨ 4.3 - ELIMINATION DES OPERATIONS RECIPROQUES

Les comptes réciproques ainsi que les impacts résultant de cessions entre les entités du Groupe sont éliminés.

#### ⟨ 4.4 - CONVERSION DES COMPTES EN DEVISES ETRANGERES

Le Groupe Crédit Mutuel Océan ne détient pas de filiale étrangère.

#### ⟨ 4.5 - ECARTS D'ACQUISITION

Le Groupe Crédit Mutuel Océan ne dispose pas d'écart d'acquisition au 31 décembre 2025.

### NOTE 5 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

#### ⟨ 5.1 - INSTRUMENTS FINANCIERS

##### ⟨ 5.1.1 - CLASSEMENT ET EVALUATION DES ACTIFS FINANCIERS

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments.

Prêts, créances, ou titres de dettes acquis

L'actif est classé :

- Au coût amorti, s'il est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique, cf. § ci-dessous « Caractéristiques des flux de trésorerie » (modèle de collecte),
- En juste valeur par capitaux propres, si l'instrument est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels et de le vendre en fonction des opportunités, sans pour autant faire du trading, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un

contrat dit basique impliquant implicitement une forte prédictibilité des flux de trésorerie liés (modèle de collecte et vente),

- En juste valeur par résultat, si :
  - Il n'est pas éligible aux deux catégories précédentes (car ne remplissant pas le critère « basique » et / ou géré selon le modèle de gestion « autres »), ou,
  - Le Groupe choisit de le classer comme tel, sur option, à l'initiation et de manière irrévocable. La mise en œuvre de cette option vise à pallier une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié.

#### Caractéristiques des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels.

La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité de remboursement anticipé est considérée comme raisonnable, par exemple, si :

- Elle est exprimée en pourcentage du principal remboursé et elle est inférieure à 10% du nominal remboursé, ou,
- Elle est déterminée selon une formule visant à compenser l'évolution du taux d'intérêts benchmark entre la date d'octroi du crédit et sa date de remboursement anticipé.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décorrélée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt.

Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

Selon les cas, l'analyse est qualitative ou quantitative. Le caractère significatif ou non de l'écart s'apprécie pour chaque exercice, et cumulativement sur la durée de vie de l'instrument. L'analyse quantitative tient compte d'un ensemble de scénarii raisonnablement possibles. A cet effet, le Groupe a utilisé des courbes de taux remontant à l'an 2000.

Par ailleurs, une analyse spécifique est réalisée dans le cas des titrisations dans la mesure où existe un ordre de priorité de paiement entre les porteurs et des concentrations de risques de crédit sous forme de tranches. Dans ce cas, l'analyse nécessite d'examiner les caractéristiques contractuelles des tranches dans lesquelles le Groupe a investi et des instruments financiers sous-jacents, ainsi que le risque de crédit des tranches relativement au risque de crédit des instruments financiers sous-jacents.

A noter que :

- Les dérivés incorporés à des actifs financiers ne sont plus comptabilisés séparément, ce qui implique que l'ensemble de l'instrument hybride est alors considéré comme non- basique et enregistré en juste valeur par résultat,
- Les parts d'OPCVM et d'OPCI ne sont pas des instruments basiques et sont également classées en juste valeur par résultat.

Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits qui peuvent être observés, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais est fondé sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et ne peut être remis en cause qu'en cas de changement de modèle (cas exceptionnels).

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- La manière dont est reportée la performance de l'activité aux décisionnaires.
- Le mode de rémunération des gestionnaires.
- Les fréquences, calendrier et volumes des ventes des périodes précédentes.
- Les raisons des ventes.
- Les prévisions de ventes futures.
- La manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- En lien avec une augmentation du risque de crédit.
- Proches de la maturité et pour un montant proche du pair.
- Exceptionnelles (notamment, liées à un stress de liquidité).

Des cessions fréquentes (et d'une valeur unitaire non importantes) ou peu fréquentes (même si elles sont d'une valeur unitaire significative) sont compatibles avec le modèle de collecte des flux de trésorerie.

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas-par-cas afin de démontrer le caractère "non fréquent" de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité du portefeuille titres ; par exemple 2% des cessions annuelles sur encours du portefeuille ayant une maturité moyenne de 8 ans (le groupe ne cède pas ses crédits comptabilisés dans un modèle de gestion collective).

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

Il gère également des actifs financiers sur la base d'un modèle fondé sur la collecte des flux contractuels des actifs financiers et sur la vente de ces actifs, et un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction.

Au sein du groupe, le modèle de collecte des flux contractuels et vente s'applique essentiellement aux activités de gestion de trésorerie pour compte propre et de gestion du portefeuille de liquidité.

Le Crédit Mutuel Océan n'a pas souhaité émettre de principes « Groupe » quant au classement en coût amorti, ou en juste valeur par capitaux propres, des instruments de dettes inclus dans le portefeuille de liquidité. Chaque groupe régional classe ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion.

Enfin, les actifs financiers détenus à des fins de transaction regroupent les titres acquis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance, ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres gérés globalement, pour lequel il existe un calendrier effectif récent de prise de bénéfice à court terme.

Actifs financiers au coût amorti

Ils incluent principalement :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie qui regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.
- Les autres prêts aux établissements de crédits, ainsi que ceux à la clientèle (consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués), non comptabilisés en juste valeur par résultat.
- Une partie des titres détenus par le Groupe.

Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, qui est généralement le montant net décaissé. Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en

permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Les actifs sont valorisés lors des arrêts suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie estimée de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Il intègre les flux de trésorerie estimés sans tenir compte des pertes sur crédit futures et inclut les commissions payées ou reçues dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées, ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Pour les titres, le coût amorti intègre l'amortissement des primes et décotes, ainsi que les frais d'acquisition, s'ils sont significatifs. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement.

La restructuration d'un prêt suite aux difficultés financières du débiteur, telle que définie par l'Autorité Bancaire Européenne, a été intégrée dans les systèmes d'information afin que les définitions comptables et prudentielles soient harmonisées.

La juste valeur des actifs au coût amorti est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêt : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

#### Prêts garantis par l'Etat (PGE)

Le Groupe s'est engagé dans le dispositif gouvernemental de soutien à l'économie lié à la crise Covid-19. Celui-ci a été renforcé en avril 2022, dans le contexte du conflit en Ukraine.

Le Groupe propose :

- Des prêts garantis par l'Etat (PGE) pour soutenir la trésorerie de ses clients entreprises et professionnels.
- Depuis avril 2022, des PGE Résilience pour les clients qui n'auraient pas souscrit de PGE depuis mars 2020 ou qui n'auraient pas saturé le plafond de leur 1er PGE.

Les PGE représentent des prêts in fine d'une durée de 12 mois, qui comportent une clause de différé d'amortissement sur une période d'un à cinq ans. En date de souscription, le taux d'intérêt du PGE s'établit à 0%, augmenté du coût de la garantie d'Etat fixé entre 0,25% et 0,50% (et refacturé au client via une commission).

A l'issue des 12 premiers mois, le bénéficiaire du PGE a la possibilité de fixer une nouvelle durée au PGE (limitée à 6 ans au total) et ses modalités d'amortissement. Conformément aux annonces gouvernementales du 14 janvier 2021, il peut obtenir un « report d'un an supplémentaire » pour commencer à rembourser le capital.

Le Groupe Crédit Mutuel estime que cette mesure de différé d'amortissement s'inscrit dans le cadre légal du PGE (i.e. aménagement de l'échéancier contractuel, avec une 1ère échéance de remboursement annuelle). Ce « report » ne représente pas, pris isolément, un indicateur de dégradation du risque de crédit ou du probable défaut de l'emprunteur (i.e « unlikely to pay »).

Détenus dans un objectif de collecte des flux de trésorerie et respectant le critère du prêt basique, ils sont comptabilisés au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En date de comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés à leur valeur nominale, celle-ci étant représentative de la juste valeur.

En date d'anniversaire de souscription, les PGE peuvent faire l'objet d'un différé d'amortissement. La révision des flux liée à la prise en compte des commissions de garantie sur la durée d'amortissement est comptabilisée comme un ajustement de la valeur comptable des PGE, avec un impact positif et immédiat en résultat. Cet impact est non significatif en date d'arrêt.

#### Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Le Groupe ne cédant pas ses crédits, cette catégorie n'inclut que des titres. Ils sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition, en date de règlement et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés », hors revenus courus.

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation (cf. § « 5.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers » et « 5.1.8 Evaluation du risque de crédit »).

Les revenus courus ou acquis sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ils sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession (cf. § « 3.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs



financiers »). Les variations de juste valeur sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

Les revenus perçus ou courus des instruments financiers à la juste valeur par résultat sont enregistrés au compte de résultat en produits ou charges d'intérêts. Auparavant, ces intérêts étaient présentés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », par cohérence avec des états réglementaires adressés à la BCE dans le cadre du Short Term Exercise (STE).

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat.

Instruments de capitaux propres acquis

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) sont classés :

- En juste valeur par résultat, ou,
- Sur option, en juste valeur par capitaux propres, lors de la comptabilisation initiale, de manière irrévocable dès lors qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction.

Le Crédit Mutuel Océan n'a pas souhaité émettre de principes « Groupe » quant à l'usage de l'option à la juste valeur par capitaux propres. Chaque Groupe régional classe ses instruments en fonction de son propre modèle de gestion. Généralement, les instruments de capitaux propres qui ont été classés sur option dans cette catégorie correspondent à des détentions d'ordre stratégique.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les actions et autres instruments de capitaux propres sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition, et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés ».

Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont jamais constatés en compte de résultat, y compris en cas de cession (cf. § « 5.1.7 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Seuls les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont enregistrés en compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés de manière identique aux instruments de dettes à la juste valeur par résultat (cf. ci-avant).

## ⟨ 5.1.2 - CLASSEMENT ET EVALUATION DES PASSIFS FINANCIERS

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

Les passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

- Ceux encourus à des fins de transaction, incluant par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture, et,
- Les passifs financiers non dérivés que le Groupe a classé dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur). Cela inclut :
  - Les instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,
  - Les instruments présentant, sans application de l'option juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
  - Les instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

La comptabilisation des variations de juste valeur, résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur par résultat sur option, est constatée en gains ou pertes latents ou différés dans les capitaux propres non recyclables.

Le Groupe est marginalement concerné par la problématique du risque de crédit propre.

Les passifs financiers évalués au coût amorti

Ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés. Cela concerne les dettes envers la clientèle et les établissements de crédit, les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, non classées en juste valeur par résultat sur option.

Les dettes subordonnées sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les titres seniors non préférés créés par la loi Sapin 2 sont classés parmi les dettes représentées par un titre.

Ces passifs sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur entrée dans le bilan, puis sont valorisés, lors des arrêts suivants, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les titres émis, la juste valeur initiale est leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

Contrats d'épargne réglementée

Parmi les passifs au coût amorti figurent les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL). Il s'agit de produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques).

Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- Un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- Un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan, afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en termes de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en termes de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

### ⟨ 5.1.3 - DISTINCTION DETTES ET CAPITAUX PROPRES

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres, si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou, s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du Groupe Crédit Mutuel Océan, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le Groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes, dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le Groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le Groupe.

### ⟨ 5.1.4 - OPERATIONS EN DEVICES

Les actifs et passifs financiers libellés dans une devise autre que la devise fonctionnelle sont convertis au taux de change à la date de clôture.

Actifs ou passifs financiers monétaires

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat ».

Actifs ou passifs financiers non monétaires

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat » si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les plus ou moins-values latentes ou différées lorsqu'il s'agit d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

### ⟨ 5.1.5 - DERIVES ET COMPTABILITE DE COUVERTURE

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le Groupe Crédit Mutuel a choisi de conserver les dispositions d'IAS 39. Des informations complémentaires en annexe ou dans le rapport de gestion sont, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

En outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continuent de s'appliquer.

Les instruments financiers dérivés sont des instruments qui présentent les trois caractéristiques suivantes :

- Leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, matières premières, notations de crédit, etc.) ;
- Ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul ;
- Leur règlement intervient à une date future.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan traite des instruments dérivés simples (swaps), principalement de taux et classés essentiellement en niveau 2 de la hiérarchie de valeur (cf. note 10).

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

#### Détermination de la juste valeur des dérivés

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée, afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit, associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive

des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers, lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers, lorsqu'elle est négative.

#### Classification des dérivés et comptabilité de couverture

Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* », même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

#### Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il répond à la définition d'un dérivé.
- L'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat.
- Les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte.
- L'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Sous IFRS 9, seuls les dérivés incorporés à des passifs financiers peuvent être détachés du contrat hôte pour être comptabilisés séparément.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « *Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat* ».

#### Comptabilité de couverture

##### Risques couverts

Le Groupe Crédit Mutuel ne couvre comptablement que le risque de taux, via la micro-couverture ou plus largement par le biais de la macro-couverture (cf. ci-après pour les impacts comptables).

La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encourt une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou à plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, à l'aide de dérivés.

La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du Groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux.

La gestion globale du risque de taux est décrite dans le rapport de gestion, tout comme les autres risques (change, crédit,) qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction.

La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps, qui vise généralement à transformer un instrument à taux fixe en instrument à taux variable.

Trois formes de relation de couverture sont possibles. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert :

- La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.
- La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.
- La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie, elle n'a pas été utilisée par le Groupe.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. En particulier :

- L'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.
- La relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.
- L'efficacité de cette couverture doit être démontrée, lors de la mise en place de la relation de couverture, puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêt. Le rapport, entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert, doit se situer dans un intervalle de 80% à 125%.

Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

#### Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « *gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat* » symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également, si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou, s'il s'agit d'un instrument de dettes classé en « *Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres* ». Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture. Elle peut résulter de :

- La composante « risque de contrepartie » intégrée dans la valeur des dérivés.
- La différence de courbe de valorisation entre les éléments couverts et de couverture. En effet, les swaps sont valorisés avec une courbe OIS s'ils sont collatéralisés ou avec une courbe BOR dans le cas inverse. Les éléments couverts sont valorisés avec une courbe Bor.

La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat, dans la rubrique « *Produits et charges d'intérêts* », symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en « *actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat* » et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

#### Dérivés de macro-couverture

Le Groupe utilise les possibilités offertes par la Commission européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 (« *carve-out* ») permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et, de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'efficacité de la relation de couverture est vérifiée à travers :

- Un test d'absence de sur-couverture : le Groupe s'assure que prospectivement et rétrospectivement, l'échéancier des éléments couverts est supérieur aux dérivés de couverture.



- Un test de non disparition de l'élément couvert qui consiste à s'assurer que la position maximale couverte historiquement est inférieure au nominal du portefeuille couvert à la date d'arrêt pour chaque bande de maturité future et chaque génération de taux.
- Un test quantitatif : un test quantitatif destiné à s'assurer rétrospectivement que les variations de juste valeur de l'instrument synthétique modélisé compensent les variations de juste valeur des instruments de couverture.

Les sources d'inefficacité liées à la macro-couverture résultent des décalages des courbes utilisés pour modéliser les portefeuilles couverts et les dérivés de couverture, et des éventuels décalages de tombées d'intérêts de ces éléments.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique « *Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux* » par la contrepartie du compte de résultat

#### Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur, par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres, au titre de la réévaluation du dérivé de couverture, sont maintenus en capitaux propres, jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou, lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

### 〈 5.1.6 - GARANTIES FINANCIERES ET ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

Les garanties financières sont assimilées à un contrat d'assurance, lorsqu'elles prévoient des paiements spécifiques à effectuer pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il encourt, en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance en vertu d'un instrument de dette.

Conformément à IFRS 4, ces garanties financières restent évaluées selon les normes françaises, soit en hors-bilan, dans l'attente d'un complément normatif qui devrait parfaire le dispositif actuel. Par conséquent, ces garanties font l'objet d'une provision au passif en cas de sortie de ressource probable.

En revanche, les contrats de garanties financières qui prévoient des paiements en réponse aux variations d'une variable financière (prix, notation ou indice de crédit, ...) ou d'une variable non financière, à condition que dans ce cas la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat, entrent dans le champ d'application d'IFRS 9. Ces garanties sont alors traitées comme des instruments dérivés.

Les engagements de financement qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9, ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions, conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

### ⟨ 5.1.7 - DECOMPTABILISATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent (cas des renégociations commerciales), ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un :

- Actif ou passif financier au coût amorti ou à la juste valeur par résultat, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif ou passif et la valeur de la contrepartie reçue/versée.
- Instrument de dettes à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat, ainsi que les plus et moins-values de cession.
- Instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ainsi que les plus et moins-values de cession sont constatées en réserves consolidées, sans transiter par le compte de résultat.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle de ses conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

### < 5.1.8 - EVALUATION DU RISQUE DE CREDIT

Le modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 est fondé sur une approche « pertes attendues de crédit ». Dans ce modèle, les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historique de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Ainsi, ce modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'applique à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, ainsi qu'aux engagements de financement et aux garanties financières. Ces encours sont répartis en 3 catégories :

- **Statut 1 – encours sains non dégradés** : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) dès l'entrée au bilan des actifs financiers, et tant qu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'est constatée depuis la comptabilisation initiale.
- **Statut 2 – encours sains dégradés** : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) dès lors qu'une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale.
- **Statut 3 – encours douteux** : catégorie regroupant les actifs financiers pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours dépréciés individuellement sous IAS 39.

Pour les statuts 1 et 2, la base de calcul des produits d'intérêt est la valeur brute de l'actif avant dépréciation tandis que pour le statut 3, il s'agit de la valeur nette après dépréciation.

#### Gouvernance

Les modèles pour l'affectation dans les compartiments, les scénarios prospectifs et les méthodologies de calcul des paramètres constituent le socle méthodologique des calculs de dépréciation. Ils sont validés au plus haut niveau du Groupe et ont vocation à être appliqués dans l'ensemble des entités en fonction des portefeuilles concernés.

L'ensemble du socle méthodologique puis toute modification de méthodologie, de pondération des scénarios ou de calcul des paramètres ainsi que le calcul des provisions devront faire l'objet d'une validation par les instances dirigeantes du Groupe Crédit Mutuel Océan.

Les instances dirigeantes se composent des organes de surveillance et exécutifs tels que définis par l'article 10 de l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne. Compte-tenu des spécificités de l'organisation non centralisée du Groupe Crédit Mutuel Océan, les organes de surveillance et de Direction se répartissent en deux niveaux : le national et le régional.

Le principe de subsidiarité, en vigueur au sein du Groupe Crédit Mutuel Océan, préside à la répartition des rôles entre le national et le régional, tant en mode projet que pour le fonctionnement en mode pérenne du dispositif de calcul de la dépréciation des actifs.

- ⇒ Au niveau national, le GT Bâle 3 approuve les procédures, les modèles et les méthodologies nationales à appliquer par les Groupes régionaux.
- ⇒ Au niveau régional, les Groupes régionaux ont en charge le calcul de leurs provisions IRFS 9 au sein de leurs entités, sous la responsabilité et le contrôle de leurs organes exécutifs et de surveillance respectifs.

Définition de la frontière entre les statuts 1 et 2

Le Groupe s'appuie sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et a ainsi retenu un découpage similaire de ses encours :

- Les portefeuilles LDP (« Low Default Porfolio », portefeuille à faible nombre de défaut pour lequel le modèle de notation repose sur une évaluation expert) : Grands comptes, Banques, Collectivités locales, Souverains, Financements spécialisés. Ces portefeuilles sont composés de produits tels que les crédits de fonctionnement, crédits de fonctionnement court terme, comptes courant...
- Les portefeuilles HDP (« High default Porfolio », portefeuille qui présente un nombre de défaut suffisant pour établir un modèle de notation statistique) : Corporate de masse, Retail. Ces portefeuilles sont composés entre autres des produits prêts à l'habitat, crédit à la consommation, revolving, comptes courant...

L'augmentation significative du risque de crédit, qui implique un transfert d'un encours de statut 1 à statut 2, s'apprécie en :

- Tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- En comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Pour le Groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, le système de notation des contreparties du Groupe Crédit Mutuel étant commun à l'ensemble du Groupe.

L'ensemble des contreparties du Groupe éligibles aux approches internes, sont notées par le système. Celui-ci se fonde sur :

- Des algorithmes statistiques, ou « notations de masse », reposant sur un ou plusieurs modèles, basés sur une sélection de variables représentatives et prédictives du risque (HDP), ou,

- Des grilles de cotation élaborées par des experts (LDP).

L'évaluation de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale est réalisée contrat par contrat. Contrairement au statut 3, le transfert d'un contrat d'un client en statut 2 n'entraîne pas le transfert de l'ensemble de ses encours ou de ceux de ses parties liées (absence de contagion).

A noter que le Groupe remet immédiatement en statut 1, toute exposition saine qui ne remplirait plus les critères d'entrée en statut 2 (tant qualitatifs que quantitatifs).

Le Groupe a démontré qu'une corrélation importante existe entre les probabilités de défaut à 12 mois et à terminaison, ce qui lui permet d'utiliser le risque de crédit à 12 mois, comme une approximation raisonnable de la variation du risque depuis la comptabilisation initiale ainsi que le permet la norme.

#### Critères quantitatifs

Sur les portefeuilles LDP, la frontière repose sur une matrice d'affectation qui met en rapport les notations internes à l'octroi et en date d'arrêté. Ainsi, plus la cotation à l'octroi est risquée, plus la tolérance relative du Groupe face à une dégradation significative du risque est faible.

Sur les portefeuilles HDP, depuis le 31 décembre 2023, le groupe est engagé dans l'adaptation des critères d'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit, en lien avec les recommandations émises par l'Autorité bancaire européenne et la Banque centrale européenne.

Selon ces nouveaux critères le Groupe a opté pour la simplification opérationnelle proposée par la norme permettant le maintien en Statut 1 des encours présentant un risque faible en date d'arrêté dès lors que les trois conditions suivantes sont respectées :

- l'actif financier présente un risque de défaut faible ;
- l'emprunteur démontre une solide capacité à remplir ses obligations au titre des flux de trésorerie contractuels à verser à court terme ;
- cette capacité qu'a l'emprunteur de remplir ses obligations contractuelles à court terme n'est pas nécessairement diminuée du fait de changements défavorables dans les conditions économiques et commerciales à plus long terme.

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement lorsque la probabilité de défaut de l'instrument a été multipliée par au moins 3 depuis l'origination.

Enfin, la formule de la courbe frontière, qui met en rapport la probabilité de défaut à l'octroi et la probabilité de défaut à la date d'arrêté a été revue afin de mieux refléter la dimension prospective au sein des portefeuilles HDP.

#### Critères qualitatifs

Le Groupe associe à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés.

Des méthodes reposant exclusivement sur les critères qualitatifs sont utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudemment en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

#### Statuts 1 et 2 - calcul des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont évaluées en multipliant l'encours actualisé au taux du contrat, par sa probabilité de défaut (PD) et par le taux de pertes en cas de défaut (LGD). Le hors-bilan est converti en équivalent bilan sur la base de la probabilité de tirage.

La probabilité de défaut à 1 an est utilisée pour le statut 1 et la courbe de probabilité à terminaison (1 à 10 ans) pour le statut 2.

Ces paramètres reposent sur un socle commun aux modèles prudentiels, les formules étant adaptées aux besoins IFRS 9. Ils sont utilisés tant pour l'affectation aux statuts que pour le calcul des pertes attendues.

#### Probabilités de défaut

Elles reposent pour :

- Les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les modèles homologués en méthode IRB-A.
- Les portefeuilles à faible taux de défaut, sur une échelle de probabilité de défaut externe établie sur une profondeur d'historique remontant à 1981.

#### Pertes en cas de défaut

Elles reposent pour :

- Les portefeuilles à fort taux de défaut, sur les flux de récupérations observés sur un historique long, actualisés aux taux d'intérêts des contrats, segmentés par type de produits et par type de garanties.
- Les portefeuilles à faible taux de défaut, sur des niveaux forfaitaires (60% sur les souverains et 40% sur le reste).

#### Facteur de conversion

Pour tous les produits, y compris les crédits revolving, ils servent à convertir les encours hors-bilan en équivalent bilan et reposent principalement sur les modèles prudentiels.

#### Dimension prospective

Pour le calcul des pertes de crédit attendues, la norme requiert la prise en compte des informations raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective.

L'élaboration de la dimension prospective requiert d'anticiper l'évolution de l'économie et de relier ces anticipations aux paramètres de risques. Cette dimension prospective est déterminée au niveau groupe est prise en compte à travers la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration de note interne (ou paramètre de risque).

Pour les portefeuilles à fort taux de défaut, la dimension prospective incluse dans la probabilité de défaut intègre trois scénarii (optimiste, neutre, pessimiste), qui seront pondérés en fonction de la vision du Groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans (validation par les Directeurs Généraux des différents Groupes régionaux et du GCM). Ces scénarios sont élaborés par les économistes du Groupe, en tenant compte des données macroéconomiques (PIB, taux de chômage, taux d'inflation, taux d'intérêt court terme et long terme, ...) publiées par les institutions (FMI, Banque mondiale, BCE, OCDE).

Le poids à attribuer au scénario servant au calcul des pertes de crédit attendues est fixé a minima à 50 % pour le scénario central et le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon l'évolution du cycle économique anticipée par les économistes du Groupe. Les pondérations sont actualisées a minima semestriellement.

L'approche prospective est ajustée pour intégrer des éléments qui n'auraient pas été capturés par les scénarios parce qu'ils sont :

- Récents, au sens où ils se sont produits quelques semaines avant la date d'arrêté des comptes.
- Non intégrables à un scénario : par exemple des évolutions réglementaires qui affecteront avec certitude et de façon significative les paramètres de risque et dont la mesure d'impact est possible moyennant le recours à certaines hypothèses.

Des ajustements post-modèles peuvent être considérés pour prendre en compte les conséquences d'incidents climatiques sur les pertes attendues ou les perspectives de dégradation de certains secteurs économiques.

Pour les portefeuilles à faible taux de défaut, l'incorporation des informations prospectives est appliquée sur les modèles grands comptes et banques, et non sur les modèles collectivités, souverains et financements spécialisés. Les effets des ajustements sont décrits ci-avant dans le paragraphe sur le risque de crédit.

Statut 3 – Encours douteux

En statut 3, une dépréciation est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation, résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts - susceptibles de générer une perte. Une analyse est faite à chaque arrêté contrat par contrat. La dépréciation est égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif d'origine du prêt, des flux futurs estimés tenant compte de l'effet des garanties. En cas de taux variable, c'est le dernier taux contractuel connu qui est retenu.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan applique la nouvelle définition du défaut prudentiel conformément aux lignes directrices de l'ABE, et aux normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables, dont les principaux éléments sont les suivants :

- L'analyse du défaut s'effectue au niveau de l'emprunteur et non plus au niveau du contrat.
- Le nombre de jours d'impayés/de retards s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun.
- Le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'impayés/retard consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteur. Le décompte du nombre de jours est lancé au franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (100 € Retail, 500 € Corporate) et relatif (plus de 1% des engagements bilan en retard). Le compteur est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils.
- Le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe.
- La période probatoire minimum est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

Le Groupe Crédit Mutuel Océan a fait le choix de déployer la nouvelle définition du défaut selon l'approche en deux étapes proposée (*two-step approach*) par l'ABE :

- Etape 1 – Elle consiste à présenter une auto-évaluation et une demande d'autorisation auprès du superviseur. L'accord de déploiement a été obtenu par le Groupe en octobre 2019.
- Etape 2 – Elle consiste à implémenter dans les systèmes la nouvelle définition du défaut, puis à recalibrer les modèles après une période d'observation de 12 mois des nouveaux défauts.

Le Groupe estime que la nouvelle définition du défaut telle que requise par l'ABE est représentative d'une preuve objective de dépréciation au sens comptable. Le Groupe a ainsi aligné les définitions de défaut comptable (Statut 3) et prudentiel.

Actifs financiers dépréciés dès l'origine



Il s'agit de contrats dont la contrepartie est en douteux en date de comptabilisation initiale ou d'acquisition. Si l'emprunteur est en douteux en date d'arrêt, ils sont classés en Statut 3 ; sinon ils sont classés parmi les encours sains, identifiés dans une catégorie « actifs dépréciés dès l'origine » et font l'objet d'un provisionnement selon la même méthode que les expositions en Statut 2, à savoir une perte attendue sur la durée de vie résiduelle du contrat.

#### Comptabilisation

Les dotations sur dépréciation et provision sont enregistrées dans le coût du risque. Les reprises de dépréciation et provision sont enregistrées en coût du risque, pour la partie relative à la variation du risque, et en marge d'intérêts, pour la partie relative au passage du temps. La dépréciation vient en moins de l'actif, pour les prêts et créances et la provision est positionnée au passif, dans le poste « provisions », pour les engagements de financement et de garantie. Pour les actifs en juste valeur par capitaux propres, la dépréciation constatée en coût du risque trouve sa contrepartie en « Gains ou pertes latents ou différés ».

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations et provisions correspondantes font l'objet d'une reprise.

#### Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées et consentantes, agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

#### Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés, car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif, si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché, dans des conditions de concurrence normale.

#### Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le Groupe utilise des données non observables, « mark-to-model ».

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer, notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le Groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

Hiérarchie de juste valeur

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins trois contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital-risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables, ...

L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau de la donnée d'entrée qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Compte

tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

## ⟨ 5.2 - CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur, pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Un contrat de location financement est un contrat de location ayant pour effet de transférer au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif. Le transfert de propriété peut intervenir ou non, in fine.

Un contrat de location simple désigne tout contrat de location autre qu'un contrat de location financement.

### Opérations de location financement bailleur

Conformément à IFRS 16, les opérations de location financement réalisées avec des sociétés extérieures au Groupe figurent au bilan consolidé, pour leurs encours déterminés d'après la comptabilité financière. Les opérations de location financement permettent de transférer aux locataires la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien loué.

Ainsi, l'analyse de la substance économique des opérations conduit :

- À sortir du bilan l'immobilisation louée.
- À constater une créance, en Actifs financiers au coût amorti, pour une valeur actualisée au taux implicite du contrat, des paiements de location à recevoir au titre du contrat de location-financement, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.
- Comptabiliser des impôts différés au titre des différences temporelles existantes tout au long de la vie de l'opération de location-financement.
- Comptabiliser en marge nette d'intérêt, le revenu net de l'opération de location, celui-ci étant représentatif du taux de rentabilité périodique constant sur l'encours restant dû.

Le risque de crédit sur les créances financières est évalué et comptabilisé selon IFRS 9 (Cf. § « 5.1.8 Evaluation du risque de crédit »).

### Opérations de location financement preneur

Conformément à IFRS 16, les immobilisations sont inscrites à l'actif du bilan en contrepartie d'une dette en « autres passifs ». Les loyers versés sont ventilés entre charges d'intérêt et remboursement du principal de la dette.

## ⟨ 5.3 - PROVISIONS

Les dotations et reprises de provisions sont classées par nature dans les postes de charges et produits correspondants. Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de façon fiable. Le montant de cette obligation est actualisé, le cas échéant, pour déterminer le montant de la provision.

Les provisions constituées par le Groupe couvrent notamment :

- Les risques opérationnels.
- Les engagements sociaux.
- Les risques d'exécution des engagements par signature.
- Les litiges et garanties de passif.
- Les risques fiscaux.
- Les risques liés à l'épargne logement.

#### ⟨ 5.4 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie regroupent les comptes de caisse, les dépôts, les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

Dans le cadre du tableau des flux de trésorerie, les OPCVM sont classés en activité « opérationnelle » et ne font donc pas l'objet d'un reclassement en trésorerie.

#### ⟨ 5.5 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Les engagements sociaux font l'objet, le cas échéant, d'une provision comptabilisée dans le poste « Provisions ». Sa variation est comptabilisée dans le compte de résultat, dans le poste « charges de personnel », à l'exception de la part résultant des réévaluations des passifs nets issus des régimes à prestations définies, comptabilisés en capitaux propres.

Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies

Il s'agit des régimes de retraite, pré-retraite et retraite complémentaires dans lesquels le Groupe conserve une obligation formelle ou implicite d'assurer les prestations promises au personnel.

Les accords salariaux en vigueur au Crédit Mutuel Océan prévoient le versement d'une indemnité de fin de carrière payée lors du départ en retraite des personnels.

En couverture de cet engagement, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, le Groupe Crédit Mutuel Océan a souscrit une assurance « indemnités fin de carrière » gérée par un organisme indépendant du Groupe.

Les engagements sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées, qui consiste à affecter les droits à prestations aux périodes de services, en application de la formule contractuelle de calcul des prestations du régime, puis actualisés à partir d'hypothèses démographiques et financières telles que :

- Le taux d'actualisation, déterminé par référence au taux long terme des emprunts du secteur privé en fonction de la durée des engagements.
- Le taux d'augmentation des salaires, évalué en fonction des tranches d'âges, des catégories Cadre/Non cadre et des caractéristiques régionales.
- Les taux d'inflation, estimés par comparaison entre les taux de l'OAT et de l'OAT inflaté pour les différentes maturités,
- Les taux de mobilité des salariés, déterminés par tranches d'âge, sur la base du ratio moyen sur 3 ans du nombre de démissions et licenciements, rapporté au nombre de salariés présents à la clôture de l'exercice en CDI,
- L'âge de départ en retraite : l'estimation est établie par individu sur la base de la date d'entrée réelle ou estimée dans la vie active et, des hypothèses liées à la loi portant sur la réforme des retraites, avec un plafonnement maximum à 67 ans.
- La mortalité selon la table INSEE TH/TF 00- 02.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement, qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, dont les droits sont plafonnés en fonction d'un nombre d'années d'ancienneté et soumis à la présence du salarié en date de départ à la retraite

Conformément à la décision IFRIC du 20 avril 2021, l'engagement de retraite de tels régimes est constitué uniquement sur la période précédant l'âge de départ en retraite permettant d'atteindre le plafond (ou entre sa date d'entrée dans l'entreprise et celle de départ en retraite si cette durée est inférieure au plafond).

Avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies

Les entités du Groupe cotisent à divers régimes de retraite gérés par des organismes indépendants du Groupe, pour lesquels elles ne conservent aucune obligation de paiement supplémentaire formelle ou implicite, notamment s'il s'avère que les actifs du fonds ne sont pas suffisants pour faire face aux engagements.

Ces régimes n'étant pas représentatifs d'engagement pour le Groupe, ils ne font donc pas l'objet d'une provision. Les charges sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel la cotisation est due.

#### Autres avantages à long terme

Il s'agit des avantages à verser, autres que ceux postérieurs à l'emploi et indemnités de fin de contrat, dont le paiement est attendu à plus de douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel le personnel a rendu les services correspondants, comme par exemple les médailles du travail.

L'engagement du Groupe, au titre des autres avantages à long terme, est chiffré selon la méthode des unités de crédits projetés. Cependant, les écarts actuariels sont immédiatement constatés en résultat de la période.

Les engagements au titre des médailles du travail sont parfois couverts par des contrats d'assurances. Seule la partie non couverte de cet engagement fait l'objet d'une provision.

#### Indemnités de fin de contrat de travail

Ces indemnités résultent de l'avantage accordé par le Groupe lors de la résiliation du contrat avant l'âge normal de départ en retraite ou, suite à la décision du salarié de partir volontairement en échange d'une indemnité.

Ces provisions font l'objet d'une actualisation dès lors que leur paiement est prévu dans un délai supérieur à douze mois après la date de clôture.

#### Avantages à court terme

Il s'agit des avantages dont le règlement est attendu dans les douze mois de la clôture de l'exercice autres que les indemnités de fin de contrat, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, certaines primes. Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages à court terme, sur l'exercice au cours duquel les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus à l'entreprise.

## ⟨ 5.6 - IMMOBILISATIONS

#### Immobilisations dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations inscrites au bilan comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation, ainsi que les immeubles de placement. Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services ou administrative. Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et/ou pour valoriser le capital investi. Ils sont enregistrés, de la même façon que les immeubles d'exploitation, selon la méthode du coût historique.

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables et nécessaires à leur mise en état de marche en vue de leur utilisation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées selon la méthode du coût historique amorti, c'est-à-dire à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément dès l'origine et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations étant généralement égale à la durée d'utilité attendue du bien, il n'est pas constaté de valeur résiduelle.

Les immobilisations sont amorties sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise selon son propre rythme de consommation estimée des avantages économiques. Les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéfinie ne sont pas amorties.

Les dotations aux amortissements concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations / reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dotations aux amortissements concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » du compte de résultat.

Les fourchettes de durées d'amortissement retenues sont :

Immobilisations corporelles :

- Terrain aménagements réseaux : 15-30 ans
- Constructions – gros œuvre structure : 20-80 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions – équipements : 10-40 ans
- Agencements et installations : 5-15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5-10 ans
- Matériel de sécurité : 3-10 ans
- Matériel roulant : 3-5 ans
- Matériel informatique : 3-5 ans

### Immobilisations incorporelles :

- Logiciels acquis ou créés en interne : 1-3 ans
- Fonds de commerce acquis : 9-10 ans (si acquisition de portefeuille de contrats clientèle)

Les immobilisations amortissables font l'objet de tests de dépréciation lorsqu'à la date de clôture des indices de pertes de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la valeur recouvrable de l'actif est comparée à sa valeur nette comptable. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat ; elle modifie la base amortissable de l'actif de manière prospective. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation.

La valeur nette comptable après reprise de perte de valeur ne peut pas être supérieure à la valeur nette comptable qui aurait été calculée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Les dépréciations concernant les immobilisations d'exploitation sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations / reprises sur amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation » du compte de résultat.

Les dépréciations concernant les immeubles de placement sont comptabilisées sous la rubrique « Charges des autres activités » (pour les dotations) et « Produits des autres activités » (pour les reprises) du compte de résultat.

Les plus et moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Gains ou pertes nets sur autres actifs ».

Les plus et moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sur la ligne « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Compte tenu de la faiblesse du poste « Immeubles de placement », il n'est pas fait d'évaluation de la juste valeur.

Immobilisations dont le Groupe est locataire

La définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et, d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif.

Côté preneur, les contrats de location sont comptabilisés selon un modèle unique, avec constatation :



- D'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat,
- En contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers,
- D'un amortissement linéaire de l'actif et de charges d'intérêts dégressives au compte de résultat.

Le Groupe active principalement ses contrats immobiliers. Les matériels informatiques et de sécurité ont été écartés au motif de leur caractère substituable, conformément à la norme. Seul un nombre limité de contrats informatiques, jugés significatifs, a été activé.

D'autres actifs sous-jacents ont pu être écartés via les exemptions de courte durée et de faible valeur (fixée à 5 K€). Le Groupe n'a pas de contrat de location pouvant donner lieu à la comptabilisation d'actif incorporel ou d'immeuble de placement.

Ainsi, les droits d'utilisation sont enregistrés en « immobilisations corporelles », et les obligations locatives en « autres passifs ». Les droits d'utilisation et les obligations locatives font l'objet d'impôts différés actifs ou passifs pour le montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Au compte de résultat, les charges d'intérêt figurent en « marge d'intérêt » tandis que les dotations aux amortissements sont présentées dans la rubrique dédiée des frais généraux.

Pour le calcul de l'obligation locative sont utilisés :

- La durée du contrat location. Celle-ci représente a minima la période non résiliable du contrat et peut être allongée pour tenir compte de toute option de renouvellement/prorogation que le Groupe est raisonnablement certain d'exercer. Au regard de la déclinaison opérationnelle de la méthodologie Groupe, tout nouveau bail commercial 3/6/9 sera activé sur une durée de 9 ans par défaut (ou sur une durée égale à sa période non résiliable s'agissant d'un autre type de bail). La durée de tout contrat en tacite prorogation sera allongée jusqu'à la date de fin du plan moyen terme, horizon raisonnable de poursuite du contrat. Sur les baux 3/6/9 en exception, le contrat sera activé sur une durée de 12 ans, le Groupe ne bénéficiant pas d'incitation économique à rester au-delà, au regard du déplafonnement des loyers après cette période.
- Le taux d'actualisation est le taux marginal d'endettement correspondant à la durée retenue. Il s'agit d'un taux amortissable par centrale de refinancement du groupe et par devise.
- Le loyer hors taxes. Le groupe est marginalement concerné par les loyers variables.

## < **5.7 - COMMISSIONS**

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées selon la méthode du taux d'intérêt effectif (cf. note 5.1).

Les commissions rémunérant un service continu sont prises en compte sur la durée de la prestation rendue.

Les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont comptabilisées au compte de résultat intégralement lors de l'exécution de cet acte.

## ⟨ 5.8 - IMPOTS SUR LES RESULTATS

Les impôts sur les résultats comprennent l'ensemble des impôts assis sur le résultat, exigibles ou différés. Les impôts exigibles sur les résultats sont calculés selon les règles fiscales en vigueur.

Le Groupe comptabilise la Contribution Economique Territoriale (CET), composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle et donc, ne constate pas d'impôts différés dans les comptes consolidés.

### Impôts différés

En application d'IAS 12, des impôts différés sont constatés sur les différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments du bilan consolidé.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable par référence au taux de l'impôt sur les sociétés connues à la clôture de l'exercice, et applicable au cours des exercices suivants.

Des actifs nets des passifs d'impôts différés sont constatés lorsque leur probabilité d'utilisation est élevée. Les impôts exigibles ou différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge, à l'exception de ceux afférents aux gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres, pour lesquels l'impôt différé est imputé directement sur cette rubrique.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'une même entité ou groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

### Amendement à IAS 12 – Réforme fiscale internationale – modèle de règles du Pilier 2

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE, reprises par la Directive (UE) 2022/2523 et transposées en France par l'article 33 de la loi de Finances 2024, ont pour but d'instaurer un niveau

minimum d'imposition mondial pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure dans l'Union Européenne.

Selon celles-ci, un impôt complémentaire est à payer si le taux effectif d'imposition selon les règles Global Anti-Base Erosion (GLoBe) de l'OCDE par juridiction est inférieur à 15%.

IAS 12 prévoit une exemption temporaire obligatoire de comptabilisation des impôts différés liés à Pilier 2. Un chantier a été lancé en mode projet sur 2023 afin de recenser la liste des juridictions et d'estimer la charge d'impôt courant liée à Pilier 2 dès 2024. L'impact lié à cette réforme fiscale est non significatif pour le groupe.

Incertitudes relatives au traitement portant sur l'impôt sur le résultat

Conformément à IFRIC 23, le groupe évalue la probabilité que l'administration fiscale accepte ou non une position retenue. Il en déduit les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition.

En cas de position fiscale incertaine, les montants à payer sont estimés sur la base du montant le plus probable ou de la valeur attendue selon la méthode qui reflète la meilleure anticipation du montant qui sera payé ou reçu.

Intégration fiscale

Il n'y a pas d'intégration fiscale dans le Groupe Crédit Mutuel Océan.

## ⟨ 5.9 - INTERETS PRIS EN CHARGE PAR L'ETAT DE CERTAINS PRETS

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du Groupe accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. Par conséquent, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification égale au différentiel de taux qui existe entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. De ce fait, il n'est pas constaté de décote sur les prêts bénéficiant de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à l'IAS 20.

## ⟨ 5.10 - JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES DANS L'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

L'élaboration des états financiers du groupe exige la formulation d'hypothèses afin d'effectuer les évaluations nécessaires et comportent des risques et des incertitudes concernant leur réalisation dans le futur, notamment dans le contexte des conflits russo-ukrainien et au Moyen-Orient et des conditions macro-économiques existantes en date de clôture.

Les réalisations futures peuvent être influencées par plusieurs facteurs, notamment :

- Les activités des marchés nationaux et internationaux.
- Les fluctuations des taux d'intérêt et de change.
- La conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays.
- les changements climatiques et environnementaux.
- Les modifications de la réglementation ou de la législation.

Les estimations comptables nécessitant la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- Juste valeur des instruments financiers non cotés sur un marché actif, la définition d'une transaction forcée ainsi que la définition de ce qu'est un paramètre observable, sont des notions qui requièrent le jugement. Cf. note « Instruments négociés sur un marché non actif » p38
- Régimes de retraites et autres avantages futurs sociaux.
- Dépréciation sur actifs, notamment les pertes de crédits attendues.
- Provisions, dépréciations sur actifs incorporels.

## NOTE 6 - INFORMATION SECTORIELLE (IFRS 8)

L'activité centrale du Groupe Crédit Mutuel Océan est la banque de détail, activité exclusivement développée sur le territoire français. Il n'exerce pas, sur des volumes significatifs d'activité distincte de celle-ci. Conformément au reporting interne, le Groupe n'opère donc pas une ventilation sectorielle de ses activités.

## NOTE 7 - NORMES ET INTERPRETATIONS ADOPTEES PAR L'UNION EUROPEENNE ET NON ENCORE APPLIQUEES

### ⟨ 7.1 - NORMES ET INTERPRETATIONS ADOPTEES PAR L'UNION EUROPEENNE

L'IASB a publié le 9 avril 2024 la nouvelle norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplacera la norme IAS 1 à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2027, sous réserve d'adoption par l'Union Européenne. La norme sera d'application rétrospective.

Cette nouvelle norme reprend en grande partie les exigences d'IAS 1. Les nouvelles exigences concerneront particulièrement la présentation du compte de résultat, les informations présentées au titre des mesures de performance définies par la direction et l'agrégation ou la désagrégation des informations quantitatives présentées dans les états financiers.

Les impacts pour le Groupe sont en cours d'évaluation.

## ⟨ 7.2 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Le Groupe Crédit Mutuel Océan est totalement mobilisé pour faire face au contexte d'incertitudes macro-économiques et politiques accrues liés à la guerre israélo-américaine contre l'Iran, entraînant une hausse du prix des matières premières notamment énergétique, une volatilité des marchés financiers et potentiellement une menace d'une stagflation et de resserrement monétaire.

Dans ce contexte, le Groupe suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit et la valorisation de ses portefeuilles. Il possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. Les impacts comptables et prudentiels de cette situation ne pourront être évalués qu'ultérieurement.

Le Groupe conserve sa politique de provisionnement prudente. Il tient compte du contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persistant qui pourrait entraîner une dégradation de la qualité du portefeuille de crédits.

La persistance des tensions sur les marchés financiers pourrait entraîner une moindre valorisation de ses portefeuilles d'instruments financiers (obligations, actions et dérivés).

Pour autant, le Groupe Crédit Mutuel Océan bénéficie d'une solidité financière lui permettant le cas échéant, de faire face une situation économique dégradée. Les niveaux de capital, fonds propres et des ratios qui en découlent sont ainsi au 31/12/2025 de ratio de solvabilité global = 34 %, ratio de levier = 8.40 %.

La loi de finances pour 2026, définitivement adoptée le 2 février 2026, a prorogé pour un an la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises. Les entreprises concernées en 2026 sont celles qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1,5 milliards d'euros en 2025 ou en 2026 (contre 1 milliard d'euros en 2025). Cette contribution 2026 est assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2025 et 2026.

Le chiffre d'affaires du groupe CMO étant inférieur à ces seuils, il n'est pas soumis à cette contribution.

## NOTE 8 - INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

### INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

#### < 8.1 - ACTIFS ET PASSIFS SUR LES ETABLISSEMENT DE CREDIT

##### 8.1.a – PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en milliers d'euros)

	2025	2024
<b>Caisse, Banques centrales</b>		
Banques centrales	-	-
<i>dont réserves obligatoires</i>	-	-
Caisse	32 278	33 818
<b>TOTAL</b>	<b>32 278</b>	<b>33 818</b>
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>		
Créances saines (S1/S2)	4 688 214	4 549 975
<i>Comptes réseau Crédit Mutuel (1)</i>	3 388 931	3 263 493
Autres comptes ordinaires	-	-
<i>Prêts</i>	-	-
Autres créances	1 099 273	1 086 465
<i>Pensions</i>	200 010	200 017
Créances dépréciées sur base individuelle (S3)	-	-
<i>Créances rattachées</i>	77 300	113 796
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	-	- 1
<i>Dépréciations</i>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 765 514</b>	<b>4 663 770</b>

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu, Livret A)

##### 8.1.b – DETTES ENVERS LES BANQUES CENTRALES ET LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

(en milliers d'euros)

	2025	2024
<b>Banques centrales</b>		
Banques centrales	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>		
Comptes réseau Crédit Mutuel		
Autres comptes ordinaires	4 105	6 357
Emprunts	546 374	454 257
Autres dettes	239 075	413 927
Pensions	519 962	419 925
Dettes rattachées	6 068	22 725
<b>TOTAL</b>	<b>1 315 584</b>	<b>1 317 191</b>

## < 8.2 - ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

### 8.2.a – ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en milliers d'euros)	2025				2024			
	Transaction	JV sur option	Autres JVPR	Total	Transaction	JV sur option	Autres JVPR	Total
<b>Titres</b>	-	230 107	293 883	523 990	-	83 350	300 570	383 920
Effets publics		120 459	-	120 459		9 793	-	9 793
Obligations et autres titres de dettes		109 648	158 945	268 593		73 557	163 142	236 699
<i>Cotés</i>		108 268	124 075	232 343		72 858	123 416	196 274
<i>Non cotés</i>		1 380	34 870	36 250		699	39 726	40 425
Dont OPC			123 552	123 552			123 061	123 061
Actions et autres instruments de capitaux propres			134 938	134 938			137 428	137 428
<i>Cotés</i>			8 801	8 801			11 053	11 053
<i>Non cotés</i>			126 137	126 137			126 375	126 375
Titres immobilisés								
<b>Instruments dérivés de transaction</b>	6 622	-	-	6 622	6 880	-	-	6 880
<b>Prêts et créances</b>								
<i>dont pensions</i>								
<b>TOTAL</b>	6 622	230 107	293 883	530 612	6 880	83 350	300 570	390 800

A noter que 2 lignes cotées du portefeuille de notre société de capital-risque ont fait l'objet d'une décote pour illiquidité pour un montant total de 1.3 M€.

### 8.2.b – PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en milliers d'euros)	2025	2024
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	4 253	4 491
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat		
<b>TOTAL</b>	<b>4 253</b>	<b>4 491</b>

## < 8.3 - COUVERTURE

### 8.3.a – INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Couverture de flux de trésorerie - Cash Flow Hedge	-	-	-	-
Couverture de juste valeur - Variation enregistrée en résultat	77 070	59 758	73 573	89 781
<b>TOTAL</b>	<b>77 070</b>	<b>59 758</b>	<b>73 573</b>	<b>89 781</b>

### 8.3.b – ECART DE REEVALUATION DES PORTEFEUILLES COUVERTS EN TAUX

(en milliers d'euros)	Juste valeur		Variation de juste valeur
	2025	2024	
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles :			
- d'actifs financiers	28 332	64 446	- 36 114
- de passifs financiers	73 814	65 246	8 568

## < 8.4 - ANALYSE DES INSTRUMENTS DERIVES

	2025			2024		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
(en milliers d'euros)						
<b>Instruments dérivés de transaction</b>	<b>461 446</b>	<b>6 622</b>	<b>4 253</b>	<b>245 610</b>	<b>6 880</b>	<b>4 491</b>
Instrument de taux						
Swaps	461 446	6 622	4 253	245 610	6 880	4 491
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
Instrument de change						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
Autres que taux et change						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Couverture de Fair Value Hedge						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnel						
Couverture de Cash Flow Hedge						
Swaps						
Autres contrats fermes						
Options et instruments conditionnels						
<b>TOTAL</b>	<b>461 446</b>	<b>6 622</b>	<b>4 253</b>	<b>245 610</b>	<b>6 880</b>	<b>4 491</b>

## < 8.5 - COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

2025						
Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)	
(en milliers d'euros)						
Actifs financiers	535 476	250 123	285 353	-	-	285 353
Dérivés	83 692	-	83 692	-	-	83 692
Pensions	451 784	250 123	201 661	-	-	201 661

2024							
Montant brut des actifs financiers	Montant brut des passifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net	
	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers reçus en garantie	Trésorerie reçue (cash collateral)		
(en milliers d'euros)							
Actifs financiers	590 821	300 123	290 698	-	-	-	290 698
Dérivés	80 453	-	80 453	-	-	-	80 453
Pensions	510 368	300 123	210 245	-	-	-	210 245



2025						
Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
(en milliers d'euros)						
<b>Passifs financiers</b>	<b>837 239</b>	<b>250 123</b>	<b>587 116</b>	-	-	<b>587 116</b>
Dérivés	64 011	-	64 011	-	-	64 011
Pensions	773 228	250 123	523 105	-	-	523 105

2024						
Montant brut des passifs financiers	Montant brut des actifs financiers compensés au bilan	Montants nets présentés au bilan	Montants liés non compensés au bilan			Montant net
	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Impacts des conventions cadre de compensation	Instruments financiers donnés en garantie	Trésorerie versée (cash collateral)	
(en milliers d'euros)						
<b>Passifs financiers</b>	<b>833 282</b>	<b>300 123</b>	<b>533 159</b>	-	-	<b>533 159</b>
Dérivés	94 272	-	94 272	-	-	94 272
Pensions	739 010	300 123	438 887	-	-	438 887

## < 8.6 - ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	<b>2025</b>	<b>2024</b>
<b>Effets publics</b>	-	-
<b>Obligations et autres titres de dettes</b>	-	-
Cotés	-	-
Non cotés	-	-
<b>Actions et autres titres de capitaux propres</b>	-	-
Cotés	-	-
Non cotés	-	-
<b>Titres immobilisés</b>	<b>756 816</b>	<b>695 448</b>
Titres de participation	3 218	2 346
Autres titres détenus à long terme	24 985	24 124
Parts dans les entreprises liées	728 613	668 978
<b>Créances rattachées</b>	<b>4 008</b>	<b>443</b>
<b>TOTAL</b>	<b>760 824</b>	<b>695 891</b>

Liste des principales participations non consolidées

(en milliers d'euros)	Valeur brute N	Cotée ou non cotée	% Détenion	JV au 31/12/25	Total Bilan	Résultat	Capitaux propres	CA	Effectifs	Valeur brute N-1
Vendée Logement	4	Non cotée	0	4	568 377	- 988	119 897	43 902	95	4
SAS de la Charente Maritime	22	Non cotée	0	22	4 765	385	634	1 609	NC	22
SAS Antema	70	Non cotée	0	70	2 932	153	530	3 567	44	70
SAS Métropolys Oryon	280	Non cotée	0	167	8 085	- 73	3 456	303	NC	167
NOVIMMO DEVELOPPEMENT	275	Non cotée	0	275	2 750	NC	2 750	NC	NC	NA

HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR – Instruments financiers évalués à la J.V. au bilan

(en milliers d'euros)

	2025					
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transfert N1 => N2	Transfert N2 => N1
<b>Actifs financiers</b>	<b>380 745</b>	<b>119 085</b>	<b>868 676</b>	<b>1 368 506</b>	-	-
Juste valeur par capitaux propres	-	-	760 824	760 824	-	-
Effets publics et valeurs assimilées						
Obligations et autres titres de dettes						
Actions et autres instruments de CP						
Participations et ATDLT			28 203	28 203		
Parts entreprises liées			732 621	732 621		
Transaction / JVO / Autres	380 745	42 015	107 852	530 612		
Effets publics et valeurs assimilées / JVO	120 459			120 459		
Obligations et autres titres de dettes / JVO	109 648			109 648		
Obligations et autres titres de dettes / Autres JVPR	123 552	35 393		158 945		
Actions et autres instruments de CP / Autres JVPR	27 086		107 852	134 938		
Dérivés et autres actifs financiers		6 622		6 622		
Instruments dérivés de couverture		77 070		77 070		
<b>Passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>64 011</b>	<b>-</b>	<b>64 011</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Transaction		4 253		4 253	-	-
Dérivés et autres passifs financiers						
Instruments dérivés de couverture		59 758		59 758		

Niveau 1 : cours coté sur un marché actif.

Niveau 2 : cours de marchés actifs pour des instruments semblables et techniques de valorisation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables.

Niveau 3 : valorisation sur la base de modèles internes contenant des données non observables significatives.

## HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR – Détail du niveau 3

(en milliers d'euros)

	2025				
	Ouverture	Achats	Emissions	Ventes	Rembour- sements
<b>Actifs financiers</b>	<b>803 658</b>	<b>20 090</b>	-	- 3 240	-
Juste valeur par capitaux propres	695 891	16 974	-	- 30	-
Obligations et autres titres de dettes					
Actions et autres instruments de CP					
Participations et ATDLT	26 470	1 058		- 30	
Parts entreprises liées	669 421	15 916			
Transaction / JVO / Autres	107 767	3 116		- 3 210	
Actions et autres instruments de CP / Autres	107 767	3 116		- 3 210	
Instruments dérivés de couverture					
<b>Passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Transaction					
Dérivés et autres actifs financiers					
Instruments dérivés de couverture					

(en milliers d'euros)

	2025					
	Gains et pertes en résultat	Gains et pertes en capitaux propres	Autres mouvements	Clôture	Transferts N1, N2 => N3	Transferts N3 => N1, N2
<b>Actifs financiers</b>	<b>- 2 283</b>	<b>44 336</b>	<b>6 115</b>	<b>868 676</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Juste valeur par capitaux propres	-	44 336	3 653	760 824	-	-
Obligations et autres titres de dettes						
Actions et autres instruments de CP						
Participations et ATDLT		617	88	28 203		
Parts entreprises liées		43 719	3 565	732 621		
Transaction / JVO / Autres	- 2 283	-	2 462	107 852	-	-
Actions et autres instruments de CP / Autres JVPR	- 2 283		2 462	107 852		
Instruments dérivés de couverture						
<b>Passifs financiers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Transaction	-	-	-	-	-	-
Dérivés et autres actifs financiers						
Instruments dérivés de couverture						

## < 8.7 - CLIENTELE

### 8.7.a – PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AU COÛT AMORTI

(en milliers d'euros)

	2025	2024
<b>Créances saines (S1/S2)</b>	<b>16 174 548</b>	<b>15 987 977</b>
Créances commerciales	4 030	4 832
Autres concours à la clientèle	16 138 577	15 953 334
<i>Crédit à l'habitat</i>	11 297 976	11 124 977
<i>Autres concours et créances diverses</i>	4 840 601	4 828 357
<i>Pensions</i>	-	-
Créances rattachées	31 941	29 811
Créances d'assurance et réassurance	-	-
Créances dépréciées sur base individuelle	302 349	266 955
<b>Créances brutes</b>	<b>16 476 897</b>	<b>16 254 932</b>
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	- 99 956	- 101 583
Autres dépréciations (S3)	- 146 770	- 136 920
<b>Créances nettes de dépréciation</b>	<b>16 230 171</b>	<b>16 016 429</b>
Dont Prêts participatifs	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-

Au 31 décembre 2025, les prêts garantis par l'Etat émis par le Groupe CMO s'élèvent à 68 M€. Les encours déclassés en statut 3 atteignent 29 M€.

L'évaluation des pertes de crédit attendues de ces prêts tient compte de l'effet de la garantie d'Etat (mise en œuvre par la Banque Publique d'Investissement), à hauteur de 70% à 90% du capital et des intérêts restants dus. Au 31 décembre 2025, leur montant de dépréciation s'élève à 5,8 M€ dont 35% en stage 2 et 61% en stage 3.

### 8.7.b – DETTES ENVERS LA CLIENTELE

(en milliers d'euros)

	2025	2024
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	<b>9 208 778</b>	<b>9 212 888</b>
- à vue	7 052 649	6 990 140
- à terme	2 156 129	2 222 748
Dettes rattachées sur comptes d'épargne	2 033	3 562
<b>Sous-total</b>	<b>9 210 811</b>	<b>9 216 450</b>
Comptes ordinaires	4 092 138	3 999 992
Comptes et emprunts à terme	3 413 668	3 158 076
Pensions	-	-
Dettes rattachées	40 433	24 022
Autres dettes	94	103
Sous-total	7 546 333	7 182 193
<b>TOTAL</b>	<b>16 757 144</b>	<b>16 398 643</b>

< 8.8 - TITRES AU COUT AMORTI

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Titres</b>	<b>1 499 817</b>	<b>1 449 564</b>
Effets publics	19 929	19 758
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 479 888	1 429 806
Cotés	1 479 881	1 429 799
Non cotés	7	7
Créances rattachées	2 489	2 477
<b>TOTAL BRUT</b>	<b>1 502 306</b>	<b>1 452 041</b>
dont actifs dépréciés (S3)	-	-
Dépréciations sur encours sains (S1/S2)	- 17	- 9
Autres dépréciations (S3)	-	-
<b>TOTAL NET</b>	<b>1 502 289</b>	<b>1 452 032</b>

< 8.9 - CADRAGE DES DEPRECIATIONS

(en milliers d'euros)	2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises disponible	Autres	2025
<b>Prêts et créances Ets de crédit au coût amorti</b>	- 1		-	-	1	-
pertes attendues à 12 mois (S1)	- 1				1	-
pertes attendues à terminaison (S2)	-					-
pertes sur actifs dépréciés (S3)	-					-
<b>Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti</b>	- 238 503	- 95 565	8 207	79 131	4	- 246 726
pertes attendues à 12 mois (S1)	- 44 221	- 16 337		28 613		- 31 945
pertes attendues à terminaison (S2)	- 57 362	- 41 348		30 699		- 68 011
pertes sur actifs dépréciés (S3)	- 136 920	- 37 880	8 207	19 819	4	- 146 770
<b>Titres au coût amorti</b>	- 9				- 8	- 17
pertes attendues à 12 mois (S1)	- 9				- 8	- 17
pertes attendues à terminaison (S2)	-					-
pertes sur actifs dépréciés (S3)	-					-
<b>Actifs financiers en JVCP - Titres de dettes</b>	-					-
<b>Actifs financiers en JVCP - Prêts</b>	-					-
<b>TOTAL</b>	- 238 513	- 95 565	8 207	79 131	- 3	- 246 743

Répartition des dépréciations

(en milliers d'euros)	Encours bruts			Dépréciations					Encours nets
2025	S1	S2	S3	S1	Dont ajustement*	S2	Dont ajustement*	S3	
Prêts et créances Etablissements de crédit	4 765 514	-	-	-	-	-	-	-	4 765 514
Prêts et créances clientèle	14 937 218	1 237 330	302 349	31 945	21 875	68 011	41 389	146 770	16 230 171
Actifs financiers au coût amorti - titres	1 502 306	-	-	17	-	-	-	-	1 502 289
Actifs financier en JVCP - titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financier en JVCP - Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>21 205 038</b>	<b>1 237 330</b>	<b>302 349</b>	<b>31 962</b>	<b>21 875</b>	<b>68 011</b>	<b>41 389</b>	<b>146 770</b>	<b>22 497 974</b>

## < 8.10 - IMPOTS

### 8.10.a – IMPÔTS COURANTS

(en milliers d'euros)	2025	2024
Actif (par résultat)	78 562	65 759
Passif (par résultat)	17 358	16 016

### 8.10.b – IMPÔTS DIFFERES

(en milliers d'euros)	2025	2024
Actif (par résultat)	42 108	43 803
Actif (par capitaux propres)	2	3
Passif (par résultat)		
Passif (par capitaux propres)	15 791	14 572

### 8.10.c – REPARTITION DES IMPÔTS DIFFERES PAR GRANDES CATEGORIES

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Différences temporaires sur :				
PV/MV différés sur titres à la JVCP		15 791		14 572
Provisions	38 247		38 602	
Autres décalages temporaires	3 865		5 203	
<b>TOTAL DES ACTIFS ET PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES</b>	<b>42 112</b>	<b>15 791</b>	<b>43 805</b>	<b>14 572</b>

Les impôts différés sont calculés selon le principe du report variable sur les 5 années à venir.

Les taux de l'impôt différé sont de 25,83%.

## < 8.11 - COMPTE DE REGULARISATION ET ACTIFS / PASSIFS DIVERS

### 8.11.a – COMPTE DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>99 110</b>	<b>115 203</b>
Valeurs reçues à l'encaissement	18 569	22 155
Comptes d'ajustement sur devises	-	-
Produits à recevoir	3 921	3 736
Comptes de régularisation divers	76 620	89 312
<b>Autres actifs</b>	<b>77 633</b>	<b>96 970</b>
Comptes de règlement sur opérations sur titres	-	2
Débiteurs divers	70 094	89 198
Stocks et assimilés	-	-
Autres emplois divers	7 539	7 770
<b>Autres actifs d'assurance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>176 743</b>	<b>212 173</b>

#### 8.11.b – COMPTE DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>238 435</b>	<b>213 331</b>
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	-	-
Comptes d'ajustement sur devises	-	-
Charges à payer	65 223	60 699
Produits constatés d'avance	93 104	83 264
<b>Comptes de régularisation divers</b>	<b>80 108</b>	<b>69 368</b>
Autres passifs	21 657	17 394
Obligations locatives - Immobilier	6 741	7 183
Versements restant à effectuer sur titres	6 494	617
Créditeurs divers	8 422	9 594
<b>Autres passifs d'assurance</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>260 092</b>	<b>230 725</b>

#### Obligations locatives par durée résiduelle (IFRS 16)

(en milliers d'euros)	< 1 an	> 1 an ≤ 3 ans	> 3 ans ≤ 6 ans	> 6 ans ≤ 9 ans	> 9 ans	TOTAL
Immobilier	41	2 197	1 693	2 810	-	6 741
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>41</b>	<b>2 197</b>	<b>1 693</b>	<b>2 810</b>	<b>-</b>	<b>6 741</b>

#### < 8.12 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en milliers d'euros)	2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	2025
Coût historique	219				219
Amortissement et dépréciation	- 182				- 182
<b>MONTANT NET</b>	<b>37</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>37</b>

## < 8.13 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

### 8.13.a – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'euros)	2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	2025
<b>Coût historique</b>	<b>198 539</b>	<b>7 277</b>	- <b>3 756</b>	<b>131</b>	<b>202 191</b>
Immobilisations corporelles en cours	2 236	1 315	- 1 506	- 1 827	218
Terrains d'exploitation	5 055	4	- 6	64	5 117
Constructions d'exploitation	164 668	4 366	- 1 280	1 625	169 379
Droits d'utilisation - Immobilier	14 730	1 457	- 822	134	15 499
Autres immobilisations corporelles	11 850	135	- 142	135	11 978
<b>Amortissement et dépréciation</b>	- <b>132 499</b>	- <b>8 239</b>	<b>1 840</b>	-	- <b>138 898</b>
Constructions d'exploitation	- 114 388	- 6 108	1 122		- 119 374
Droits d'utilisation - Immobilier	- 7 658	- 1 841	581		- 8 918
Autres immobilisations corporelles	- 10 453	- 290	137		- 10 606
<b>MONTANT NET</b>	<b>66 040</b>	- <b>962</b>	- <b>1 916</b>	<b>131</b>	<b>63 293</b>

### 8.13.b – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'euros)	2024	Augmentation	Diminution	Autres variations	2025
<b>Coût historique</b>	<b>1 392</b>	-	- <b>35</b>	<b>3</b>	<b>1 360</b>
Immobilisations incorporelles en cours	-				-
Immobilisations générées en interne	-				-
Immobilisations acquises	1 392		- 35	3	1 360
Logiciels	355				355
Autres	1 037		- 35	3	1 005
<b>Amortissement et dépréciation</b>	- <b>355</b>	-	-	-	- <b>355</b>
Immobilisations générées en interne	-				-
Immobilisations acquises	- 355				- 355
Logiciels	- 355				- 355
Autres	-				-
<b>MONTANT NET</b>	<b>1 037</b>	-	- <b>35</b>	<b>3</b>	<b>1 005</b>

## < 8.14 - DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

(en milliers d'euros)	2025	2024
Bons de caisse	2 656	2 409
TMI & TCN	3 522 556	3 465 951
Emprunts obligataires		
Titres seniors non préférés		
Dettes rattachées	31 578	39 571
<b>TOTAL</b>	<b>3 556 790</b>	<b>3 507 931</b>

## < 8.15 - PROVISIONS

(en milliers d'euros)	2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	2025
<b>Provisions pour risques</b>	<b>27 625</b>	<b>18 464</b>	<b>- 134</b>	<b>- 19 729</b>	<b>-</b>	<b>26 226</b>
Sur engagement de garantie	17 185	10 290		- 10 296		17 179
dont pertes attendues à 12 mois	7 266	1 301		- 5 784		2 783
dont pertes attendues à terminaison	2 913	1 276		- 2 006		2 183
Sur engagement de financement	10 178	8 013		- 9 426		8 765
dont pertes attendues à 12 mois	8 757	4 727		- 8 113		5 371
dont pertes attendues à terminaison	1 421	3 286		- 1 313		3 394
Provisions pour impôts	1	-		-		1
Provisions pour litiges	261	161	- 134	- 7		281
Provisions pour risques sur créances clientèle	-	-		-	-	-
<b>Autres provisions</b>	<b>19 247</b>	<b>427</b>	<b>- 298</b>	<b>- 5 663</b>		<b>13 713</b>
Provision Epargne Logement	15 910			- 5 487		10 423
Provision pour charges CET						-
Provisions pour éventualités diverses	3 337	427	- 298	- 176		3 290
<b>Provisions pour engagement de retraite et avantages similaires</b>	<b>2 587</b>	<b>262</b>	<b>-</b>	<b>- 31</b>		<b>2 818</b>
<b>TOTAL</b>	<b>49 459</b>	<b>19 153</b>	<b>- 432</b>	<b>- 25 423</b>	<b>-</b>	<b>42 757</b>

Le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière est notamment composé de la directive (dite BRRD) sur le rétablissement et la résolution des banques et du règlement (dit SRMR) instaurant le mécanisme de résolution unique et le Fonds de résolution bancaire unique (FRU).

Ce FRU a été alimenté par des contributions de l'ensemble des banques des États membres participant à l'Union Bancaire et a atteint fin 2023 l'objectif fixé d'une dotation globale supérieure ou égale à 1% des dépôts couverts de ces mêmes banques.

Une fraction des contributions pouvait être acquittée sous forme d'engagements de paiement irrévocables (EPI) sécurisés par le versement de dépôts de garantie en espèces rémunéré (cf. note 2b).

Dans l'hypothèse où des mesures de résolution faisant intervenir le FRU seraient mises en œuvre, le Conseil de Résolution Unique pourrait appeler tout ou partie des EPI afin de rétablir les moyens financiers disponibles du Fonds dans la limite du plafond de 1% précité.

Les dépôts de garantie ont vocation à être remboursés par le FRU dès lors que la contribution représentée par l'EPI serait versée.

L'horizon de l'appel des engagements irrévocables de paiement est jugé incertain et, le cas échéant, à très long terme, dans le contexte de résilience du système bancaire de la zone euro mis en exergue par les résultats des Stress-tests BCE 2025. Depuis la mise en place du cadre, aucune intervention du FRU n'a été nécessaire dans les cas de résolution traités par le Conseil de Résolution Unique. Aucune mesure de résolution nécessitant un recours aux EPI n'est anticipée en zone euro dans un horizon prévisible.



Par ailleurs, une perte ou un retrait d'agrément du groupe est également jugé hautement improbable dans le contexte de continuité d'exploitation, appuyé par la stabilité et de robustesse du modèle mutualiste du Groupe Crédit Mutuel.

#### 8.15.a - Tableau des provisions PEL/CEL

(en milliers d'euros)	0-4 ans	4-10 ans	+ 10 ans	TOTAL
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	811 258	254 394	764 298	1 829 950
Montant des provisions sur PEL				9 165
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne	142 937	33 357	168 803	345 097
Montant des provisions sur CEL				202
Dotations Provisions EL				-
Reprises Provisions EL				5 487
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				23 291
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				1 056

#### 8.15.b – Engagements de retraites et avantages similaires

(en milliers d'euros)	31/12/2024	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Autres variations	31/12/2025
<b>Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite</b>	<b>2 587</b>	<b>262</b>	<b>- 31</b>	<b>-</b>	<b>2 818</b>
Indemnités de fin de carrière	1 971	262			2 233
Compléments de retraite	-				-
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	616		- 31		585
<b>Engagement au titre des accords sur la cessation anticipée d'activité des salariés</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>		<b>-</b>
Engagements	-				-

#### Principales hypothèses actuarielles retenues

	2025	2024
Taux d'actualisation	3,80%	3,50%
Taux d'augmentation annuelle des salaires	2,51%	2,40%

Le taux d'actualisation est déterminé par référence au taux long terme des emprunts du secteur privé, estimé à partir de l'indice IBoxx Corporate AA10+.

#### Indemnités de fin de carrière

#### Variation de la dette actuarielle

(en milliers d'euros)	2024	Effet de l'actualisation	Produits financiers (€ + UC)	Coût des services rendus	Transfert mobilité	Variation des écarts actuariels Hyp. fin.	Variation des écarts actuariels Hyp. démog.	Variation des écarts actuariels d'expérience	Paiement aux bénéficiaires	Cotisations d'assurance	2025
Engagements sociaux	1 971	69		69		- 16	- 48	585	- 398		2 233
Contrat d'assurance	7 770		226	233	233		- 467		- 456		7 539
Niveau de couverture	5 799										5 306

#### Position nette

(en milliers d'euros)	2025	2024
Dette actuarielle	2 233	1 971
Juste valeur des actifs régime	7 539	7 770
Plafonnement de l'actif		
<b>SOLDE NET</b>	<b>5 306</b>	<b>5 799</b>

Engagements de retraite à prestations définies

	Durée moyenne pondérée (années)	
	2025	2024
Indemnités de fin de carrière	13	14

## < 8.16 - RESERVES LIEES AU CAPITAL ET RESERVES

8.16.a – CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE (hors résultat et gains et pertes latents)

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Capital et réserves liées au capital</b>	<b>243 020</b>	<b>243 574</b>
Capital	230 037	230 591
Prime d'émission	12 983	12 983
<b>Réserves consolidées</b>	<b>1 362 172</b>	<b>1 310 946</b>
Réserves consolidées groupe	1 362 172	1 310 946
Report à nouveau	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>1 605 192</b>	<b>1 554 520</b>

8.16.b – GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFERES

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Gains ou pertes latents ou différés (1) liés aux :</b>		
Actifs financiers en JVCPR - instruments de dettes	- 3	- 3
Actifs financiers en JVCPNR - instruments de capitaux propres	498 967	455 986
Dérivés de couverture (CFH)	-	-
Autres	- 594	- 208
<b>TOTAL</b>	<b>498 370</b>	<b>455 775</b>

(1) Soldes nets d'impôts

## < 8.17 - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

(en milliers d'euros)

Engagements donnés	2025	2024
<b>Engagements de financement :</b>		
en faveur d'établissements de crédit	61 775	51 000
en faveur de la clientèle	2 074 433	1 892 647
<b>Engagements de garantie :</b>		
d'ordre d'établissements de crédit	29 483	24 766
d'ordre de la clientèle	562 205	577 534
<b>Engagements sur titres :</b>		
titres acquis avec faculté de reprise	-	-
autres engagements		

(en milliers d'euros)

Engagements reçus	2025	2024
<b>Engagements de financement :</b>		
reçus d'établissements de crédit	-	-
reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie :</b>		
reçus d'établissements de crédit	3 978 391	4 173 357
reçus de la clientèle	1 790 530	1 381 807
<b>Engagements sur titres :</b>		
titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
autres engagements	3 349	4 098

(en milliers d'euros)

Actifs donnés en garantie de passif	2025	2024
Titres prêtés		
Dépôts et garantie sur opérations de marché	28 155	49 302
Titres et valeurs donnés en pension	519 962	419 925

## INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

## < 8.18 - INTERETS ET PRODUITS / CHARGES ASSIMILES

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit et banques centrales	118 987	- 40 848	166 152	- 66 055
Clientèle	359 960	- 252 895	331 191	- 295 403
Instruments dérivés de couverture	80 751	- 73 596	97 942	- 53 442
Actifs financiers à la JVPR	5 155		3 897	
Actifs financiers à la JV par CP / AFS	-		-	
Titres au coût amorti	14 093		16 760	
Dettes représentées par un titre		- 86 208		- 110 298
Dettes subordonnées				
Charges financières - obligation locative		-		-
<b>TOTAL</b>	<b>578 946</b>	<b>- 453 547</b>	<b>615 942</b>	<b>- 525 198</b>
dont :				
<i>Produits et charges d'intérêts calculés au TIE</i>	493 040	- 379 951	514 103	- 471 756
<i>Intérêts sur passifs au coût amorti</i>		- 379 951		- 471 756

## < 8.19 - COMMISSIONS

(en milliers d'euros)	2025		2024	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	1 739	- 369	1 632	- 314
Clientèle et prestations de service	184 706	- 39 639	177 710	- 34 250
Titres	4 407	- 565	4 109	- 407
<i>dont actifs gérés pour compte de tiers</i>	1 893	-	1 950	-
Instruments dérivés	-	-	-	-
Change	146	-	121	-
Engagements de financement et de garantie	1 250	- 567	1 417	- 1 128
<b>TOTAL</b>	<b>192 248</b>	<b>- 41 140</b>	<b>184 989</b>	<b>- 36 099</b>

## < 8.20 - GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

(en milliers d'euros)	2025	2024
Instruments de transaction	1 120	- 136
Instruments à la juste valeur sur option	- 918	- 633
Inefficacité sur couverture de flux de trésorerie (CFH)	-	-
Inefficacité sur couverture de juste valeur (FVH)	-	-
<i>Variation de juste valeur des éléments couverts</i>	- 44 682	36 027
<i>Variation de juste valeur des éléments de couverture</i>	44 682	- 36 027
Résultat de change	- 137	602
Autres instruments à la juste valeur sur résultat	6 951	11 656
<b>TOTAL DES VARIATIONS DE JUSTE VALEUR</b>	<b>7 016</b>	<b>11 489</b>
<i>dont dérivés de transaction</i>	1 120	- 136

## < 8.21 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	2025	2024
Dividendes	12 181	40 348
<i>dont résultant d'instruments décomptabilisés sur la période</i>	-	-
PV/MV réalisées sur instruments de dettes	-	-
PV/MV réalisées sur instruments de CP (2017)	-	-
PV/MV réalisées sur instruments au coût amorti (2017)	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>12 181</b>	<b>40 348</b>

## < 8.22 - GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS OU PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

(en milliers d'euros)	2025	2024
PV/MV réalisées sur :		
<i>Effets publics</i>	-	-
<i>Obligations et TRF</i>	-	-
<i>Prêts</i>	-	-
Passifs financiers au coût amorti - PV/MV réalisées sur :		
<i>Titres émis non subordonnés</i>	-	-
<i>Titres émis subordonnés</i>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## < 8.23 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

(en milliers d'euros)	2025	2024
<b>Produits des autres activités</b>	<b>761</b>	<b>538</b>
<i>Charges refacturées</i>	2	17
Autres produits	759	521
<b>Charges des autres activités</b>	<b>- 3 087</b>	<b>- 2 630</b>
Immeubles de placement : dotation aux amortissements	-	-
Immeubles de placement : moins values de cession	-	-
Autres charges	- 3 087	- 2 630
<b>TOTAL NET DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES</b>	<b>- 2 326</b>	<b>- 2 092</b>

## < 8.24 - FRAIS GENERAUX

(en milliers d'euros)	2025	2024
Charges de personnel	- 121 986	- 117 196
Autres charges	- 71 668	- 71 568
<b>TOTAL</b>	<b>- 193 654</b>	<b>- 188 764</b>

### 8.24.a – CHARGES DE PERSONNEL

(en milliers d'euros)	2025	2024
Salaires et traitements	- 70 108	- 67 708
Charges sociales	- 28 234	- 26 393
Intéressement et participation des salariés	- 13 051	- 12 976
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	- 10 593	- 10 119
<b>TOTAL</b>	<b>- 121 986</b>	<b>- 117 196</b>

## Effectif moyen

(en milliers d'euros)

	2025	2024
Non cadres	1 147	1 097
Cadres	377	367
<b>TOTAL</b>	<b>1 523</b>	<b>1 464</b>

L'effectif moyen du Groupe, en équivalent temps plein, est de 1 523 en 2025. Cet effectif comprend les personnels « banque » en contrat à durée indéterminée et en contrat à durée déterminée à l'exception de ceux en remplacement. Il n'inclut pas les salariés en contrat d'apprentissage ni ceux en formation par alternance.

## 8.24.b – AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

(en milliers d'euros)

	2025	2024
Impôts et taxes	- 3 300	- 2 889
Services extérieurs	- 60 209	- 60 767
Autres charges diverses	479	502
<b>TOTAL</b>	<b>- 63 030</b>	<b>- 63 154</b>

## 8.24.c - DOTATIONS ET REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

(en milliers d'euros)

	2025	2024
<b>Amortissements :</b>	<b>- 8 638</b>	<b>- 8 414</b>
<i>Immobilisations corporelles</i>	- 8 638	- 8 414
<i>dont droits d'utilisation</i>	- 1 842	- 1 755
<i>Immobilisations incorporelles</i>	-	-
<b>Dépréciations :</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<i>Immobilisations corporelles</i>	-	-
<i>Immobilisations incorporelles</i>	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>- 8 638</b>	<b>- 8 414</b>

## 8.25 - COUT DU RISQUE

2025	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
<b>Pertes attendues à 12 mois (S1)</b>	- 22 374	42 511	-	-	-	20 137
Prêts sur Ets crédit au coût amorti	- 0	-				- 0
Prêts et créances clientèle au coût amorti	- 16 337	28 613				12 276
Titres au coût amorti	- 9	1				- 8
Engagements donnés	- 6 028	13 897				7 869
<b>Pertes attendues à terminaison (S2)</b>	- 45 910	34 019	-	-	-	11 891
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						-
Prêts et créances clientèle au coût amorti	- 41 348	30 700				- 10 648
Titres au coût amorti						-
Engagements donnés	- 4 562	3 319				- 1 243
<b>Actifs dépréciés (S3)</b>	- 46 241	30 462	- 8 207	- 1 205	528	- 24 663
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						-
Prêts et créances clientèle au coût amorti	- 37 587	20 431	- 8 207	- 1 205	528	- 26 040
Titres au coût amorti						-
Titres à la jv par capitaux propres						-
Engagements donnés	- 8 654	10 031				1 377
<b>TOTAL</b>	- 114 525	106 992	- 8 207	- 1 205	528	- 16 417

(en milliers d'euros)

2024	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
<b>Pertes attendues à 12 mois (S1)</b>	- 30 169	18 035	-	-	-	12 134
Prêts sur Ets crédit au coût amorti	- 0	1				1
Prêts et créances clientèle au coût amorti	- 22 651	14 142				- 8 509
Titres au coût amorti	- 4	2				- 2
Engagements donnés	- 7 513	3 889				- 3 624
<b>Pertes attendues à terminaison (S2)</b>	- 17 150	23 565	-	-	-	6 415
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						-
Prêts et créances clientèle au coût amorti	- 15 928	22 052				6 124
Titres au coût amorti						-
Engagements donnés	- 1 223	1 513				290
<b>Actifs dépréciés (S3)</b>	- 39 481	25 462	- 6 426	- 1 067	589	- 20 923
Prêts sur Ets crédit au coût amorti						-
Prêts et créances clientèle au coût amorti	- 28 760	15 025	- 6 426	- 1 067	589	- 20 639
Titres au coût amorti						-
Titres à la jv par capitaux propres						-
Engagements donnés	- 10 721	10 437				- 284
<b>TOTAL</b>	- 86 800	67 062	- 6 426	- 1 067	589	- 26 642

## 8.26 - GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS

(en milliers d'euros)

	2025	2024
Immobilisations corporelles et incorporelles	- 170	- 129
<i>MV de cession</i>	- 259	- 161
<i>PV de cession</i>	89	32
PV / MV sur titres consolidés cédés	-	-
<b>TOTAL</b>	- 170	- 129

## 8.27 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

Décomposition de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)

	2025	2024
Charges d'impôt exigible	- 17 354	- 19 198
Charges d'impôt différé	- 1 694	3 128
Ajustement au titre des exercices antérieurs		
<b>TOTAL</b>	- 19 048	- 16 070

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

(en milliers d'euros)

	2025	2024
Taux d'impôt théorique	25,83%	25,83%
Impact des régimes spécifiques des SCR	0,34%	3,78%
Impact du taux réduit sur les plus values à long terme		
Impact des taux d'imposition spécifiques (taux réduit)		
Décalages permanents	0,81%	-4,55%
Impact changement de taux sur impôts différés		
Autres	-4,07%	-3,29%

**TAUX D'IMPOT EFFECTIF**

0

0

**RESULTAT TAXABLE (1)**

83 137

73 844

**CHARGE D'IMPOT**

19 048

16 070

(1) Résultat avant impôt des sociétés intégrées globalement.

**NOTE 9 – INFORMATIONS SUR L'ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES**

**< 9.1 - RECYCLAGE DE GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES**

(en milliers d'euros)

	Mouvements 2025	Mouvements 2024
<b>Ecarts de conversion</b>		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	0	0
<b>Sous-total</b>	0	0
<b>Réévaluation des actifs financiers à la JVCP</b>		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	42 981	10 200
<b>Sous-total</b>	42 981	10 200
<b>Réévaluation des instruments dérivés de couverture</b>		
Reclassement vers le résultat	0	0
Autres mouvements	0	0
<b>Sous-total</b>	0	0
<b>Réévaluation des immobilisations</b>	-	-
<b>Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies</b>	- 386	384
<b>Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE</b>	-	-
<b>TOTAL</b>	42 595	10 584



## < **9.2 - IMPOT RELATIF A CHAQUE COMPOSANTE DE GAINS ET PERTES DIRECTEMENT COMPTABILISES EN CAPITAUX PROPRES**

(en milliers d'euros)	2025			2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion						
Réévaluation des actifs financiers à la JVCP	44 350	- 1 369	42 981	10 518	- 318	10 200
Réévaluation des instruments dérivés de couverture						
Réévaluation des immobilisations						
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	- 521	135	- 386	518	- 134	384
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE						
<b>TOTAL DES VARIATIONS DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>43 829</b>	<b>- 1 234</b>	<b>42 595</b>	<b>11 036</b>	<b>- 452</b>	<b>10 584</b>

## **NOTE 10 – AUTRES INFORMATIONS**

### < **10.1 - INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES**

Les parties liées au Groupe Crédit Mutuel Océan sont les sociétés consolidées au niveau national.

Les transactions réalisées entre le Groupe Crédit Mutuel Océan et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché au moment de la réalisation de ces transactions.

Sont reprises dans le tableau ci-dessous les données relatives à ces opérations réciproques lorsqu'elles concernent les sociétés du Groupe Crédit Mutuel consolidées nationalement par intégration globale (IG) ainsi que les sociétés sur lesquelles le Groupe Crédit Mutuel Océan exerce une influence notable, mises en équivalence (MEE).

(en milliers d'euros)

	2025	2024
<b>ACTIF</b>		
Actifs à la juste valeur par résultat	-	-
Actifs financiers à la JVCP	-	-
Actifs financiers au coût amorti	2 977 672	2 952 854
<i>dont comptes ordinaires</i>	425 835	301 111
Instruments dérivés de couverture	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs divers	672	561
<b>PASSIF</b>		
Dettes envers les établissements de crédit	918 032	1 126 192
<i>dont comptes ordinaires</i>	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Passifs à la juste valeur par résultat	-	-
Dettes envers la clientèle	1 441 022	1 437 351
Dettes représentées par un titre	100 852	50 455
<b>COMPTE DE RESULTAT</b>		
Intérêts reçus	45 342	73 354
Intérêts versés	- 41 854	- 65 839
Commissions reçues	68 793	67 667
Commissions versées	- 14 221	- 10 649
Gains/pertes nets sur actifs financiers DALV et JVR	12 210	40 949
Autres produits et charges	78	10
<b>PNB</b>	70 348	105 492
Frais généraux	- 39 887	- 39 876
<b>HORS BILAN</b>		
Engagements de financement donnés	2 000	3 200
Engagements de garantie donnés	397 984	411 814
Engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garanties reçus	2 323	3 673

## < 10.2 - JUSTE VALEUR

Evaluation des éléments de bilan à la juste valeur

Les justes valeurs présentées sont une estimation à partir des paramètres observables au 31 décembre 2025. Elles sont issues d'un calcul d'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

Les instruments financiers présentés dans cette information sont les prêts et emprunts. Ils ne reprennent pas les éléments non monétaires (actions), les comptes de fournisseurs et les comptes d'autres actifs, des autres passifs et les comptes de régularisation. Les instruments non financiers ne sont pas concernés par cette information.

La juste valeur des instruments financiers exigibles à vue et les contrats d'épargne réglementée de la clientèle est la valeur exigible par le client, c'est à dire sa valeur comptable.

La valeur de marché est la valeur comptable pour les contrats dont les conditions se réfèrent à un taux variable, ou dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an.

	2025					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins valeurs latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
(en milliers d'euros)						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>21 806 477</b>	<b>22 497 974</b>	<b>- 691 497</b>	<b>95 764</b>	<b>5 749 221</b>	<b>15 961 492</b>
Prêts et créances sur Ets de crédit	4 411 506	4 765 514	- 354 008		4 411 506	
Prêts et créances à la clientèle	15 961 492	16 230 171	- 268 679			15 961 492
Titres	1 433 479	1 502 289	- 68 810	95 764	1 337 715	
<b>Passifs</b>	<b>23 041 985</b>	<b>21 629 518</b>	<b>1 412 467</b>	<b>-</b>	<b>4 804 859</b>	<b>18 237 126</b>
Dettes envers les Ets de crédit	1 293 253	1 315 584	- 22 331		1 293 253	
Dettes envers la clientèle	18 237 125	16 757 144	1 479 981			18 237 125
Dettes représentées par un titre	3 511 607	3 556 790	- 45 183		3 511 606	1
Dettes subordonnées						

	2024					
	Valeur de marché	Valeur au bilan	Plus ou moins valeurs latentes	Niveau 1 de hiérarchie	Niveau 2 de hiérarchie	Niveau 3 de hiérarchie
(en milliers d'euros)						
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>21 923 435</b>	<b>22 132 231</b>	<b>- 208 796</b>	<b>44 358</b>	<b>6 003 789</b>	<b>15 875 288</b>
Prêts et créances sur Ets de crédit	4 671 805	4 663 770	8 035		4 671 805	
Prêts et créances à la clientèle	15 875 288	16 016 429	- 141 141			15 875 288
Titres	1 376 342	1 452 032	- 75 690	44 358	1 331 984	
<b>Passifs</b>	<b>20 247 143</b>	<b>21 223 765</b>	<b>- 976 622</b>	<b>-</b>	<b>4 887 000</b>	<b>15 360 143</b>
Dettes envers les Ets de crédit	1 334 058	1 317 191	16 867		1 334 058	
Dettes envers la clientèle	15 360 142	16 398 643	- 1 038 501			15 360 142
Dettes représentées par un titre	3 552 943	3 507 931	45 012		3 552 942	1
Dettes subordonnées						

### < 10.3 - CREDIT VALUE ADJUSTEMENT (CVA)

La nouvelle norme IFRS 9, complétée par la norme IFRS 13, précise la nécessité de mesurer le risque de contrepartie d'un produit dérivé à sa juste valeur via une CVA et une DVA.

Les calculs réalisés par le CMO conduisent à des résultats non significatifs, qui n'entraînent pas d'impact sur les résultats du Groupe.

## < 10.4 - HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en milliers d'euros)

AUDIT	KPMG	%	MAZARS	%	BTS	%	TOTAL	%
Commissariat aux comptes, certification	139	92,05%	128	97,71%	9	100,00%	276	94,85%
Certification des informations en matière de durabilité	11,58	7,67%	-	0,00%	-	0,00%	12	3,98%
Services autres que la certification des comptes	0	0,00%	3	2,29%	-	0,00%	3	1,03%
<b>Sous Total</b>	<b>151</b>	<b>100,00%</b>	<b>131</b>	<b>100,00%</b>	<b>9</b>	<b>100,00%</b>	<b>291</b>	<b>100,00%</b>
<b>AUTRES PRESTATIONS</b>							-	
Juridique, fiscal, social	0		-		-		-	
Audit interne	0		-		-		-	
Autres	0		-		-		-	
<b>Sous Total</b>	<b>0</b>		<b>-</b>		<b>-</b>		<b>-</b>	
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>100,00%</b>	<b>131</b>	<b>100,00%</b>	<b>9</b>	<b>100,00%</b>	<b>291</b>	<b>100,00%</b>

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'élève à 291 K€ pour l'exercice 2025, dont 276 K€ au titre du contrôle légal des comptes.

## < 10.5 - REMUNERATION DU CAPITAL

L'entité consolidante a prévu de verser hors Groupe CMO la rémunération suivante :

- Rémunération des parts sociales : 5 818 K€.

## < 10.6 - IPC

Les concours et créances diverses incluent les dépôts de garantie versés en représentation des engagements de paiements accordés au fonds de résolution unique (2.5 M€) et Fonds de garantie des dépôts (13,1 M€). Le montant de ces engagements reste stable par rapport à 2024.

A noter, dans le cadre du mécanisme de résolution unique, les dépôts versés en garantie font l'objet d'une rémunération à un taux de marché, correspondant au taux ester – 20bp.

Chaque épreuve traversée nous renvoie à nos fondamentaux stratégiques :

- notre raison d'être : **S'engager durablement à vos côtés**
- et nos valeurs : **L'Humain, la Confiance et la Responsabilité.**

Enfin, la solidité financière du Groupe Crédit Mutuel Océan lui permet en effet de faire face à cette situation de crise inédite, grâce au niveau de ses fonds propres et des ratios qui en découlent.

*En application du Règlement CRC 99.07 du Comité de la Réglementation Comptable, le rapport de gestion sur les comptes consolidés est disponible à l'adresse suivante :*

CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL OCEAN  
Direction Financière - Service Comptabilités  
34, rue Léandre Merlet  
B.P. 17 - 85001 - LA ROCHE SUR YON Cedex



KPMG AUDIT FS I SAS  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



FORVIS MAZARS SA  
45, rue Kléber  
92300 Levallois-Perret

# Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan

**Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions  
réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes  
de l'exercice clos le 31 décembre 2025  
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan  
34 Rue Léandre Merlet 85000 LA ROCHE-SUR-YON

KPMG Audit FS I, société de commissaires aux comptes  
rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux  
comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de  
cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited,  
une société de droit anglais ("private company limited by  
guarantee").

Société par actions simplifiée  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital social : 200 000 €  
512 802 596 RCS Nanterre

FORVIS MAZARS SA  
Société anonyme d'expertise comptable et de  
commissariat aux comptes à directoire et conseil de  
surveillance  
Capital social de 8 320 000 euros - RCS Nanterre  
784 824 153



KPMG AUDIT FS I SAS  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex



FORVIS MAZARS SA  
45, rue Kléber  
92300 Levallois-Perret

## **Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan**

34 Rue Léandre Merlet 85000 LA ROCHE-SUR-YON

## **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de la société Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## **CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du code de commerce.

## **CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

KPMG Audit FS I, société de commissaires aux comptes rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société par actions simplifiée  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris la Défense Cedex  
Capital social : 200 000 €  
512 802 596 RCS Nanterre

FORVIS MAZARS SA  
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à directoire et conseil de surveillance  
Capital social de 8 320 000 euros - RCS Nanterre  
784 824 153



### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### *Convention de garantie financière – FCT ZEPHYR HOME LOANS II*

Personnes concernées : Administrateurs communs entre une Caisse Locale et la Caisse Fédérale.

Au cours de l'exercice 2019, dans le cadre de la constitution du Fonds Commun de Titrisation, et compte tenu de la communauté de certains administrateurs dans les sociétés impliquées, le Conseil d'administration a autorisé la signature d'une convention de garantie financière entre le FCT ZEPHYR HOME LOANS II (bénéficiaire), la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (Collateral Security Agent), la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (fournisseur de garantie / Collateral Provider / Sub-collateral Security Agent) et les Caisses locales (fournisseurs de garantie / Collateral Providers). Un avenant à cette convention a été conclu en 2023.

En 2025, cette garantie s'est traduite par une charge de 1 680 000 euros pour la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan au profit des Caisses locales.

Rennes et Paris-La-Défense, le 5 mai 2026

Levallois-Perret et Nantes, le 5 mai 2026

KPMG AUDIT FS I SAS

FORVIS MAZARS

Audrey MONPAS

Associée

Signé par :  
  
 724770E54C36454...

Arnaud BOURDEILLE

Associé

DocuSigned by:  
  
 3A73C32B56E9458...

Alexandra KRITCHMAR

Associée

Signé par :  
  
 E945D1E75F644D5...

Eve MARTINEAU

Associée

Signé par :  
  
 695791576099487...

#### **Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan**

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées  
 Assemblée générale d'approbation des comptes  
 de l'exercice clos le 31 décembre 2025

## Personne responsable des informations contenues dans le rapport

Monsieur Jean-Pierre MORIN, Directeur Général

## Attestation de Responsable

J'atteste, à ma connaissance, que :

- Les comptes annuels et consolidés sont établis conformément au corps des normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de l'entreprise et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation ;
- Et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution et des résultats et de la situation financière de l'entreprise et de l'ensemble des sociétés comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 21 mai 2026,

Jean-Pierre MORIN,  
Directeur Général



